La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 1996

Déficit en baisse de $1.1 milliard en janvier 1996

Le déficit était estimé pour janvier 1996 à $1.9 milliard, en baisse de $1.1 milliard par rapport à janvier 1995.

- L'amélioration du déficit d'une année sur l'autre est attribuable à la vigueur soutenue des recettes budgétaires et à la compression des dépenses de programmes.
- Les recettes budgétaires ont augmenté de 12.3 % ($1.2 milliard).
  - Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés ont progressé de $0.5 milliard, sous l'effet de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés.
  - Les recettes au chapitre de la taxe sur les produits et services ont augmenté de $0.3 milliard.
  - Les recettes non fiscales se sont accrues de $0.2 milliard sous l'effet de remboursements relatifs à des dépenses des années précédentes.
  - Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de $0.2 milliard, en raison du recouvrement, sur le compte du Régime de pensions du Canada, de sommes payées en trop relativement à l'année d'imposition 1994.

Déficit en baisse de $4.3 milliards d'avril 1995 à janvier 1996

Pour les 10 mois de l'exercice, le déficit, qui s'établissait à $21.0 milliards, était inférieur de $4.3 milliards au chiffre comparable de 1994-95.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $6.0 milliards (6.0 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance de 9.4 % de l'impôt sur le revenu, atténuée par une légère baisse de 1.6 % des cotisations d'assurance-chômage et par la quasi-stagnation des rentrées au titre des taxes de vente et d'accise (hausse de 0.1 %).
- Les dépenses de programmes ont diminué de $2.9 milliards (3.2 %), en raison des baisses de dépenses enregistrées par toutes les principales composantes à l'exception des transferts aux autres administrations et des paiements aux sociétés d'État.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de $4.5 milliards (13.0 %), sous l'effet d'une augmentation de l'encours et de la hausse des taux d'intérêt, de mars à octobre 1995, par rapport à la période correspondante de 1994. Par contre, l'augmentation des frais de la dette publique d'une année sur l'autre a été moins importante depuis quelques mois en raison de la tendance générale à la baisse affichée par les taux d'intérêt depuis avril 1995.

Comme il est indiqué dans le budget de mars 1996, l'on s'attend à atteindre l'objectif d'un déficit de $32.7 milliards pour 1995-96, et même à faire mieux. Le résultat définitif en ce qui concerne le déficit sera publié dans le Rapport financier annuel qui paraîtra au début de l'automne.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Janvier		Avril à janvier	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	9,667	10,854	99,450	105,416
Dépenses de programmes	-9,033	-8,952	-90,270	-87,407
Solde de fonctionnement	634	1,902	9,180	18,009
Frais de la dette publique	-3,558	-3,761	-34,479	-38,978
Déficit	-2,924	-1,859	-25,299	-20,969
Opérations non budgétaires	2,578	2,140	2,892	5,899
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-346	281	-22,407	-15,070
Opérations de change	218	-3,872	5,154	-4,294
Besoins financiers	-128	-3,591	-17,253	-19,364
Opérations de la dette non échue	-1,540	-715	16,677	20,551

Remarque : Données compliées par le Receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Janvier		Avril à janvier	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	5,537	5,700	48,497	52,165
Impôt des sociétés	901	1,364	8,496	10,123
Autres	191	226	1,444	1,631
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6,629	7,290	58,437	63,919
Cotisations d'assurance-chômage	1,138	1,226	15,795	15,546
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	824	1,160	12,707	12,897
Droits de douane à l'importation	210	157	2,926	2,337
Taxes de vente et d'accise	589	523	5,450	5,822
Total des taxes et droits d'accise	1,623	1,840	21,083	21,056
Total des recettes fiscales	9,390	10,356	95,315	100,521
Recettes non fiscales	277	498	4,135	4,895
Total des recettes budgétaires	9,667	10,854	99,450	105,416

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Janvier		Avril à janvier	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1,716	1,765	17,066	17,468
Prestations d'assurance-chômage	1,554	1,508	12,032	10,675
Autres	121	119	1,195	1,158
Total	3,391	3,392	30,293	29,301
Autres administrations				
Financement des programmes établis	811	831	8,021	8,060
Transferts fiscaux	622	761	7,925	8,329
Régime d'assistance publique du Canada	309	327	6,611	6,519
Total	1,742	1,919	22,557	22,908
Autres				
Agriculture	114	109	667	439
Indiens et Inuit	152	178	2,692	2,917
Développement régional	47	95	309	417
Sciences et technologie	88	57	1,030	964
Aide internationale	197	173	1,485	1,263
Autres	550	520	4,745	4,167
Total	1,148	1,132	10,928	10,167
Total des transferts	6,281	6,443	63,778	62,376
Paiements aux sociétés d'État	439	402	3,747	3,780
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	817	811	8,158	7,742
Toutes autres dépenses ministérielles	1,496	1,296	14,587	13,509
Total	2,313	2,107	22,745	21,251
Total des dépenses de programmes	9,033	8,952	90,270	87,407
Frais de la dette publique	3,558	3,761	34,479	38,978
Total des dépenses budgétaires	12,591	12,713	24,749	126,385

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Janvier		Avril à janvier	
	1994	1995	1994-95	1995-95
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	547	398	1,273	3,408
Autres	-220	28	-592	-187
Total	327	426	681	3,221
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-302	-655	-17	-814
Comptes de pension de retraite	-117	-150	5,933	6,071
Autres	20	76	137	203
Total	-399	-729	6,053	5,460
Autres opérations	2,650	2,443	-3,842	-2,782
Total des opérations non budgétaires	2,578	2,140	2,892	5,899

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Janvier		Avril à janvier	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-3,004	-3,792	-762	-2,504
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	3,222	-80	5,916	-1,790
Total	218	-3,872	5,154	-4,294
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables		2,100	25,630	29,656
Obligations d'épargne du Canada	-341	-354	1,839	619
Bons du Trésor	-1,300	-2,500	-7,750	-6,850
Autres	3,222	-147	3,136	-4,489
Total partiel	1,581	-901	22,855	18,936
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	101	106	-262	-175
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-3,222	80	-5,916	1,790
Total partiel	-3,121	186	-6,178	1,615
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	-1,540	-715	16,677	20,551

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et soldes de la dette

	au 31 janvier	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	1,509	3,032
En devises étrangères	54	47
Total de l'encaisse	1,563	3,079
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	226,302	252,180
Obligations d'épargne du Canada	33,170	32,005
Bons du Trésor	158,250	157,600
Autres	3,491	4,011
Total partiel	421,213	445,796
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	1,228	1,169
Total	419,985	444,627
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	7,792	11,097
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	8,792	4,034
Total partiel	16,584	15,131
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	436,569	459,758

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Pour tout renseignement complémentaire, prière de communiquer avec R. Henry (996-7380).
This publication is also available in English.
Mars 1996

103-06146/

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de février 1996

Déficit en baisse de $0.3 milliard en février 1996

Le déficit était estimé pour février 1996 à $2.3 milliards, en baisse de $0.3 milliard par rapport à février 1995.

- L'amélioration du déficit d'une année sur l'autre est attribuable à la vigueur soutenue des recettes budgétaires.
- Les recettes budgétaires ont augmenté de 5.4 % ($0.5 milliard).
  - Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de $0.5 milliard, principalement en raison des gains d'emploi.
  - Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de $0.3 milliard, sous l'effet de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés.
  - Les recettes non fiscales se sont accrues de $0.3 milliard par suite de remboursements relatifs à des dépenses des années précédentes.
  - Par contre, les recettes au chapitre de la taxe sur les produits et services ont diminué de $0.5 milliard en raison du calendrier de traitement des remboursements.
- Les dépenses de programmes ont augmenté de 1.3 % ($0.1 milliard), sous l'influence du calendrier des transferts aux provinces et à certaines sociétés d'État, ainsi que de l'augmentation des prestations versées aux personnes âgées.
- En raison de la tendance générale à la baisse affichée par les taux d'intérêt depuis avril 1995, les frais de la dette publique n'ont progressé que de 3.2 %, soit l'augmentation la plus faible d'une année sur l'autre pour l'exercice en cours.

Déficit en baisse de $4.6 milliards d'avril 1995 à février 1996

Pour les 11 mois de l'exercice, le déficit, qui s'établissait à $23.3 milliards, était inférieur de $4.6 milliards au chiffre comparable de 1994-95.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $6.5 milliards (5.9 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance de 9.8 % de l'impôt sur le revenu, atténuée par de légères baisses de 2.0 % des cotisations d'assurance-chômage et de 2.1 % des rentrées au titre des taxes et droits d'accise.
- Les dépenses de programmes ont diminué de $2.7 milliards (2.8 %), en raison des baisses de dépenses enregistrées par toutes les principales composantes à l'exception des transferts aux autres administrations et des paiements aux sociétés d'État.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de $4.6 milliards (12.1 %), sous l'effet d'une augmentation de l'encours et de l'impact retardé de la hausse des taux d'intérêt, de mars 1994 à octobre 1995. Toutefois, l'augmentation des frais de la dette publique d'une année sur l'autre a été moins importante depuis quelques mois en raison de la tendance générale à la baisse affichée par les taux d'intérêt depuis avril 1995.

Comme il est indiqué dans le budget de mars 1996, l'objectif d'un déficit de $32.7 milliards pour 1995-96, devrait être atteint, et même surpassé. Le résultat définitif en ce qui concerne le déficit sera publié dans le *Rapport financier annuel* qui paraîtra au début de l'automne.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Février		Avril à février	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	9,969	10,509	109,420	115,925
Dépenses de programmes	-9,015	-9,134	-99,286	-96,542
Solde de fonctionnement	954	1,375	10,134	19,383
Frais de la dette publique	-3,573	-3,686	-38,051	-42,664
Déficit	-2,619	-2,311	-27,917	-23,281
Opérations non budgétaires	1,318	2,222	4,210	8,119
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-1,301	-89	-23,707	-15,162
Opérations de change	-1,762	560	3,392	-3,734
Besoins financiers	-3,063	471	-20,315	-18,896
Opérations de la dette non échue	3,743	1,990	20,421	22,540

Remarque : Données compliées par le Receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Février		Avril à février	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	4,082	4,573	52,579	56,738
Impôt des sociétés	1,253	1,566	9,749	11,689
Autres	161	149	1,605	1,780
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5,496	6,288	63,933	70,207
Cotisations d'assurance-chômage	1,566	1,468	17,361	17,014
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1,917	1,454	14,624	14,351
Droits de douane à l'importation	231	192	3,157	2,528
Taxes de vente et d'accise	537	571	5,986	6,393
Total des taxes et droits d'accise	2,685	2,217	23,767	23,272
Total des recettes fiscales	9,747	9,973	105,061	110,493
Recettes non fiscales	222	536	4,359	5,432
Total des recettes budgétaires	9,969	10,509	109,420	115,925

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Février		Avril à février	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1,717	1,774	18,783	19,242
Prestations d'assurance-chômage	1,351	1,363	13,383	12,037
Autres	120	113	1,314	1,271
Total	3,188	3,250	33,480	32,550
Autres administrations				
Financement des programmes établis	811	831	8,832	8,891
Transferts fiscaux	682	835	8,607	9,164
Régime d'assistance publique du Canada	314	342	6,925	6,861
Total	1,807	2,008	24,364	24,916
Autres				
Agriculture	79	106	745	545
Indiens et Inuit	263	210	2,955	3,128
Développement régional	60	103	369	520
Sciences et technologie	185	148	1,215	1,113
Aide internationale	159	242	1,645	1,505
Autres	582	491	5,407	4,699
Total	1,328	1,300	12,336	11,510
Total des transferts	6,323	6,558	70,180	68,976
Paiements aux sociétés d'État	319	429	3,987	4,167
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	845	749	9,002	8,491
Toutes autres dépenses ministérielles	1,528	1,398	16,117	14,908
Total	2,373	2,147	25,119	23,399
Total des dépenses de programmes	9,015	9,134	99,286	96,542
Frais de la dette publique	3,573	3,686	38,051	42,664
Total des dépenses budgétaires	12,588	12,820	137,337	139,206

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Février		Avril à février	
	1994	1995	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-63	48	1,210	3,556
Autres	-26	-70	-618	-257
Total	-89	78	592	3,299
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	284	633	267	-181
Comptes de pension de retraite	-184	-236	5,749	5,835
Autres	35	94	172	296
Total	135	491	6,188	5,950
Autres opérations	1,272	1,653	-2,570	-1,130
Total des opérations non budgétaires	1,318	2,222	4,210	8,119

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Février		Avril à février	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-1,496	948	-2,258	-1,556
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-266	-388	5,650	-2,178
Total	-1,762	560	3,392	-3,734
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	2,163	-1,449	27,793	28,207
Obligations d'épargne du Canada	-987	-309	852	309
Bons du Trésor	2,450	2,800	-5,300	-4,050
Autres	-267	-479	2,869	-4,010
Total partiel	3,359	1,521	26,214	20,456
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	118	81	-143	-94
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	266	388	-5,650	2,178
Total partiel	384	469	-5,793	2,084
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	3,743	1,990	20,421	22,540

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 29 février	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2,016	5,298
En devises étrangères	226	241
Total de l'encaisse	2,242	5,539
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	228,465	252,062
Obligations d'épargne du Canada	32,183	31,696
Bons du Trésor	160,700	160,400
Autres	3,490	3,479
Total partiel	424,838	447,637
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	1,109	1,088
Total	423,729	446,549
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	7,792	9,698
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	8,526	5,045
Total partiel	16,318	14,743
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	440,047	461,292

Pour toute demande de copies supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également disponible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Fait saillants des résultats financiers de mars 1996

Déficit en baisse de $2.1 milliards en mars 1996

Le déficit pour mars 1996 était évalué à $1.1 milliard, en baisse de $2.1 milliards par rapport à mars 1995.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation (de 9.3 %) des recettes budgétaires et à la baisse (de 10.5 %) des dépenses de programmes. Les frais de la dette publique ont marqué une hausse de 3 %.

Déficit en baisse de $6.7 milliards d'avril 1995 à mars 1996

Pour la période de 12 mois, le déficit ($24.4 milliards) a été inférieur de $6.7 milliards à celui de la période correspondante de 1994-95.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $7.6 milliards (6.3 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance (de 11.6 %) des impôts sur le revenu, atténuée par une baisse (de 2.4 %) des cotisations d'assurance-chômage et des rentrées au titre des taxes de vente et d'accise (en baisse de 1.4 %).
- Les dépenses de programmes ont diminué de $3.9 milliards (3.5 %), toutes leurs principales composantes ayant baissé, à l'exception des transferts aux autres administrations et des paiements aux sociétés d'État.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de $4.7 milliards (11.3 %) sous le double effet d'un gonflement de l'encours et de l'incidence tardive des taux d'intérêt plus élevés de mars 1994 à avril 1995. Une piètre croissance économique, une faible inflation et des restrictions budgétaires pratiquées par tous les gouvernements ont exercé des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt, et plus particulièrement les taux à court terme.

Ces chiffres ne constituent pas les résultats définitifs pour 1995-96

Il ne s'agit pas des résultats financiers définitifs de l'exercice 1995-96, les redressements comptables ordinaires de fin d'exercice n'ayant pas encore été fournis.

- Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces redressements comptables de fin d'exercice tiennent compte de l'inscription des coûts des biens et services offerts au gouvernement avant la fin de mars pour lesquels aucun remboursement n'a été fait en 1995-96. Des redressements sont également apportés aux recettes budgétaires, principalement pour tenir compte des fonds en transit en fin d'exercice. Les redressements de fin d'année comprennent l'effet de redressements ponctuels précis afférents à la dette encourue au cours de l'exercise pour lesquels des remboursements devront être faits.
- L'incidence sur le déficit de ces redressements de fin d'exercice variait entre environ $3 milliards et $6.4 milliards au cours des récentes années.

Les résultats définitifs, qui seront disponibles à la fin de l'été 1996, varieront selon la valeur de ces redressements comptables de fin d'année, dont l'effet des redressements ponctuels. Les résultats financiers à ce jour laissent supposer que le résultat final relatif au déficit pour 1995-96 pourrait se situer juste au-dessous de $30 milliards.

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Fait saillants des résultats financiers de mars 1996

Déficit en baisse de $2.1 milliards en mars 1996

Le déficit pour mars 1996 était évalué à $1.1 milliard, en baisse de $2.1 milliards par rapport à mars 1995.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation (de 9.3 %) des recettes budgétaires et à la baisse (de 10.5 %) des dépenses de programmes. Les frais de la dette publique ont marqué une hausse de 3 %.

Déficit en baisse de $6.7 milliards d'avril 1995 à mars 1996

Pour la période de 12 mois, le déficit ($24.4 milliards) a été inférieur de $6.7 milliards à celui de la période correspondante de 1994-95.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $7.6 milliards (6.3 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance (de 11.6 %) des impôts sur le revenu, atténuée par une baisse (de 2.4 %) des cotisations d'assurance-chômage et des rentrées au titre des taxes de vente et d'accise (en baisse de 1.4 %).
- Les dépenses de programmes ont diminué de $3.9 milliards (3.5 %), toutes leurs principales composantes ayant baissé, à l'exception des transferts aux autres administrations et des paiements aux sociétés d'État.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de $4.7 milliards (11.3 %) sous le double effet d'un gonflement de l'encours et de l'incidence tardive des taux d'intérêt plus élevés de mars 1994 à avril 1995. Une piètre croissance économique, une faible inflation et des restrictions budgétaires pratiquées par tous les gouvernements ont exercé des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt, et plus particulièrement les taux à court terme.

Ces chiffres ne constituent pas les résultats définitifs pour 1995-96

Il ne s'agit pas des résultats financiers définitifs de l'exercice 1995-96, les redressements comptables ordinaires de fin d'exercice n'ayant pas encore été fournis.

- Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces redressements comptables de fin d'exercice tiennent compte de l'inscription des coûts des biens et services offerts au gouvernement avant la fin de mars pour lesquels aucun remboursement n'a été fait en 1995-96. Des redressements sont également apportés aux recettes budgétaires, principalement pour tenir compte des fonds en transit en fin d'exercice. Les redressements de fin d'année comprennent l'effet de redressements ponctuels précis afférents à la dette encourue au cours de l'exercise pour lesquels des remboursements devront être faits.
- L'incidence sur le déficit de ces redressements de fin d'exercice variait entre environ $3 milliards et $6.4 milliards au cours des récentes années.

Les résultats définitifs, qui seront disponibles à la fin de l'été 1996, varieront selon la valeur de ces redressements comptables de fin d'année, dont l'effet des redressements ponctuels. Les résultats financiers à ce jour laissent supposer que le résultat final relatif au déficit pour 1995-96 pourrait se situer juste au-dessous de $30 milliards.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11,534	12,611	120,953	128,536
Dépenses de programmes	-10,835	-9,696	-110,121	-106,239
Excédent de fonctionnement	699	2,915	10,832	22,297
Frais de la dette publique	-3,874	-3,991	-41,925	-46,654
Déficit/excédent	-3,175	-1,076	-31,093	-24,357
Opérations non budgétaires	1,262	-677	5,470	7,441
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916
Opérations de change	1,442	-1,129	4,835	-4,863
Total des besoins financiers	-471	-2,882	-20,788	-21,779
Opérations de la dette non échue	333	6,102	20,754	28,645

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Le déficit fédéral 1994-95 et 1995-96

Cumul annuel

Baisse des besoins financiers en 1995-96

Les besoins financiers sont en large part intouchés par les redressements de fin d'exercice. Les besoins financiers (opérations de change exclues) étaient de $16.9 milliards en 1995-96, en baisse de $8.7 milliards par rapport aux résultats finaux de 1994-95. Les besoins pour 1995-96 se chiffraient à $3.1 milliards de moins que l'estimation budgétaire de mars 1996.

Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril 1995 et mars 1996 ont augmenté de $7.6 milliards (6.3 %). Cette hausse est attribuable en quasi-totalité aux rentrées d'impôt sur le revenu, en hausse de $8.1 milliards. Par contraste, les cotisations d'assurance-chômage et les taxes et droits d'accise étaient en baisse.

D'une année sur l'autre, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de $4.8 milliards (8.7 %), sous l'impulsion d'une hausse des acomptes provisionnels et des retenues salariales, de même qu'une augmentation des impôts versés lors de la production des déclarations relatives à l'année d'imposition 1994.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Mars		Avril à mars		
	1995	1996	1994-95	1995-96	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	3,052	3,728	55,631	60,466	8.7
Impôt des sociétés	2,491	3,459	12,240	15,148	23.8
Autres	113	254	1,717	2,034	18.4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5,656	7,441	69,588	77,648	11.6
Cotisations d'assurance-chômage	1,578	1,466	18,938	18,480	-2.4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	955	948	15,579	15,299	-1.8
Droits de douane à l'importation	330	276	3,488	2,805	-19.6
Taxes de vente et d'accise	503	702	6,491	7,094	9.3
Total des taxes et droits d'accise	1,788	1,926	25,558	25,198	-1.4
Total des recettes fiscales	9,022	10,833	114,084	121,326	6.3
Recettes non fiscales	2,512	1,778	6,869	7,210	5.2
Total des recettes budgétaires	11,534	12,612	120,953	128,536	6.3

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés ont progressé de $2.9 milliards (23.8 %), en raison de la vigueur des bénéfices des sociétés enregistrée en 1995.

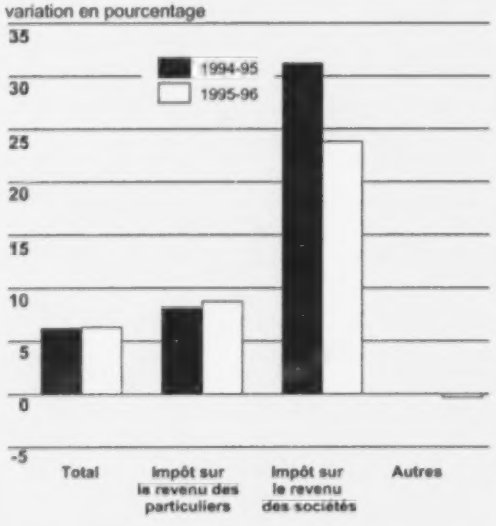
Les cotisations d'assurance-chômage ont diminué de $0.5 milliard, principalement en raison de virements du Compte de l'assurance-chômage aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers, par suite de paiements en trop faits au Compte pour l'année d'imposition 1994. En outre, le taux des cotisations en 1996 était inférieur à celui en 1995.

Le montant total des taxes et droits d'accise a diminué de $0.4 milliard, la baisse des recettes au chapitre de la taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation ayant plus que compensé l'augmentation des autres composantes.

- Les recettes nettes au titre de la TPS ont baissé de 1.8 % d'une année sur l'autre en raison principalement des remboursements plus élevés. Les recettes brutes au titre de la TPS ont augmenté de 3.2 %, parallèlement à l'augmentation des ventes au détail. Toutefois,

Recettes budgétaires
1994-95 et 1995-96

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre



les remboursements ont connu une hausse de 9.5 %, ce qui tient principalement compte des retards dans le traitement des remboursements.

- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 19.6 %, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.
- Le produit des autres taxes et droits d'accise a grimpé de 9.3 %, dans une large mesure sous l'impulsion du relèvement des taux de taxation de l'essence et du tabac en février 1995.

Les recettes non fiscales ont augmenté de $0.3 milliard (5.0 %), ce qui est attribuable en partie au produit net de la vente des actions de Petro-Canada et des Chemins de fer nationaux du Canada détenues par le gouvernement. L'excédent du produit de la vente d'éléments d'actif du gouvernement sur leur valeur comptable est appliqué en réduction du déficit.

Des dépenses budgétaires en hausse en raison des taux d'intérêt

D'avril 1995 à mars 1996, les dépenses budgétaires totales étaient en hausse de 0.6 %, soit de $0.8 milliard, par rapport au dernier exercice, la hausse des frais de la dette publique (de $4.7 milliards) ayant plus que compensé la baisse des dépenses de programmes (de $3.9 milliards).

- La hausse des frais de la dette publique est attribuable tant à l'augmentation de l'encours brut (la dette portant intérêt) qu'à l'incidence tardive des taux d'intérêt plus élevés de mars 1994 à avril 1995.
- Toutefois, la hausse d'une année sur l'autre des frais d'intérêt de la dette publique a été modérée ces derniers mois en raison de la tendance générale à la baisse des taux d'intérêt enregistrée depuis avril 1995.

Baisse des dépenses de programmes

Les dépenses des programmes ont baissé de $3.9 milliards (3.4 %) d'avril 1995 à mars 1996, comparativement à la même période en 1994-95. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des mesures budgétaires de 1994 et 1995 :

- une baisse des dépenses liées à la défense et des dépenses de fonctionnement et en capital des ministères autres que la Défense, en raison des mesures de restriction;
- une diminution des prestations d'assurance-chômage (de 9.6 %), en raison des retombées de l'amélioration des conditions sur le marché du travail et des mesures budgétaires récentes;
- une diminution des «autres» paiements de transfert, en raison des mesures de restriction budgétaire. La plupart des transferts ministériels ont été réduits, sauf les transferts aux termes des programmes des Indiens et des Inuit et du développement régional. La hausse des transferts de développement régional est attribuable aux dépenses dans le cadre des ententes du Programme national des travaux d'infrastructure.

Par contre, les paiements aux personnes âgées ont augmenté de 2.5 %, en raison d'un plus grand nombre de personnes admissibles et de la majoration des prestations mensuelles, lesquelles sont indexées sur les variations trimestrielles de l'Indice des prix à la consommation. Les transferts aux autres administrations, qui comprennent la péréquation, le Financement des programmes établis et le Régime d'assistance publique du Canada, ont légèrement augmenté, la croissance des paiements de péréquation, qui est relativement parallèle à celle de l'économie, ayant compensé

Dépenses budgétaires 1994-95 et 1995-96

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre

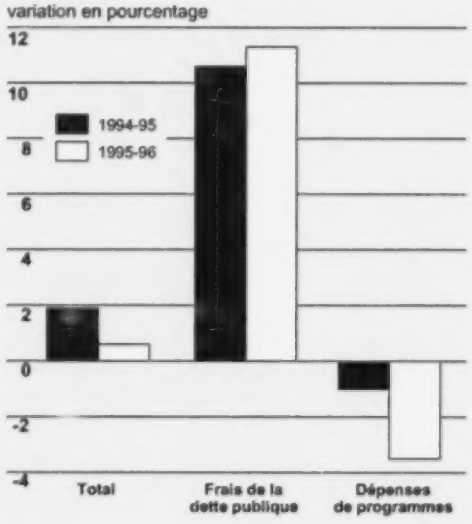


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Mars		Avril à mars		
	1995	1996	1994-95	1995-96	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1,732	1,781	20,514	21,023	2.5
Prestations d'assurance-chômage	1,480	1,403	14,863	13,441	-9.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	122	115	1,436	1,386	-3.6
Total	3,334	3,299	36,814	35,849	-2.6
Autres administrations					
Financement des programmes établis	1,172	719	10,004	9,609	-3.9
Transferts fiscaux	977	1,000	9,584	10,164	6.1
Régime d'assistance publique du Canada	354	288	7,279	7,148	-1.8
Total	2,503	2,006	26,867	26,921	0.2
Autres					
Subventions à l'agriculture	78	125	842	670	-18.7
Programmes des Indiens et des Inuit	211	188	3,166	3,316	4.7
Développement régional	93	92	462	611	32.3
Sciences et technologie	154	173	1,369	1,286	-6.1
Aide internationale	679	275	2,323	1,781	-23.3
Autres	666	501	6,074	5,200	-14.4
Total	1,882	1,354	14,218	12,864	-9.5
Total des transferts	7,719	6,659	77,897	75,634	-2.9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	38	73	1,089	1,171	7.5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	185	193	1,865	1,981	6.2
Autres	72	167	1,329	1,448	9.0
Total	295	433	4,282	4,600	7.4
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	968	871	9,970	9,362	-6.1
Toutes les autres dépenses ministérielles	1,853	1,733	17,972	16,629	-7.5
Total	2,821	2,604	27,942	26,005	-6.9
Total des dépenses de programmes	10,835	9,696	10,121	106,239	-3.5
Frais de la dette publique	3,874	3,991	41,925	46,654	11.3
Total des dépenses budgétaires	14,709	13,687	152,046	152,893	0.6

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-3,175	-1,076	-31,093	-24,357
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-85	-189	1,125	3,367
Autres	-78	-64	-697	-321
Total	-163	-253	428	3,046
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	425	435	692	254
Comptes de pension de retraite	2,346	2,441	8,094	8,275
Autres	40	210	212	506
Total	2,811	3,086	8,998	9,035
Autres opérations	-1,386	-3,510	-3,956	-4,640
Total des opérations non budgétaires	1,262	-677	5,470	7,441
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	925	-3,182	-1,333	-4,738
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	517	2,053	6,167	-125
Total	1,442	-1,129	4,835	-4,863
Total des besoins financiers / Source de fonds	-471	-2,882	-20,788	-21,779
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	-2,825	353	24,966	28,561
Obligations d'épargne du Canada	-706	-279	146	31
Bons du Trésor	3,750	5,700	-1,550	1,650
Autres	519	2,249	3,388	-1,761
Total partiel	738	8,023	26,950	28,481
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	115	132	-28	39
Opérations de la dette non échue payable en devises	-517	-2,053	-6,168	125
Total partiel	-402	-1,921	-6,196	164
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	333	6,102	20,754	28,645
Variation de l'encaisse	-138	3,220	-34	6,866

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mars

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	1,817	8,468
En devises	287	290
Total de l'encaisse	2,104	8,758
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	225,640	252,613
Obligations d'épargne du Canada	31,477	31,417
Bons du Trésor	164.450	166,100
Autres	3,489	3,478
Total partiel	425,056	453,608
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	994	955
Total	424,062	452,653
Payable en devises		
Obligations négociables	7,789	9,501
Effets et prêts	0	310
Bons du Canada	9,046	6,985
Total partiel	16,835	16,796
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	440,897	469,449

les baisses des transferts du Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada, en raison des mesures budgétaires. Les paiements aux sociétés d'État se sont accrus, principalement en raison de paiements plus élevés à la Société Radio-Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Diminution des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice, en raison des fonds nets dégagés par les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, les placements et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

Les opérations non budgétaires se sont soldées, d'avril 1995 à mars 1996, par une source nette de fonds de $7.4 milliards comparativement à une source nette de fonds de $5.5 milliards pendant la période correspondante de 1994-95. L'augmentation est attribuable en partie au produit de la vente des actions de Petro-Canada et des Chemins de fer nationaux du Canada.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à $16.9 milliards en 1995-96, en baisse de $8.6 milliards par rapport à la même période en 1994-95.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Tableau 7

Compte de service et réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	Avril à mars 1995-96
	(en millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29,564	30,516	32,652	36,715	36,600
Moins :					
Remboursements	11,330	12,138	14,271	17,112	18,458
Crédit trimestriel versé aux contribuables à faible revenu	2,262	2,503	2,685	2,816	2,842
Recettes nettes de TPS	15,168	14,868	15,696	16,787	15,299
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129	
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			500
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.2
Produits pour le CSRD	15,190	15,050	15,786	16,916	15,799

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

En 1995-96, les opérations de change se sont traduites par des besoins nets de $4.9 milliards, comparativement à une source nette de fonds de $4.8 milliards en 1994-95.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, compte tenu des opérations de change, s'est chiffré à $21.8 milliards en 1995-96, en hausse de $1.0 milliard par rapport aux besoins nets en 1994-95.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Les emprunts totaux auprès du secteur privé (les opérations de la dette non échue) se sont élevés à $28.6 milliards en 1995-96, en hausse de $7.9 milliards par rapport à 1994-95. Au 31 mars 1996, l'encaisse se situait à $8.8 milliards, contre $2.1 milliards au 31 mars 1995.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette (CSRD) a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur intrants, des réductions et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, d'après la loi, versés directement au CSRD. Le solde du CSRD ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande de copies supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également disponible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'avril 1996

Déficit en baisse de $1.3 milliard en avril 1996

Le déficit pour avril 1996 était évalué à $4.1 milliards, en baisse de $1.3 milliard par rapport à avril 1995. Cette baisse du déficit d'une année sur l'autre résulte en majeure partie de l'augmentation des recettes, de $1.1 milliard, soit 16.2 %. En outre, les dépenses de programmes et les frais de la dette publique étaient moins élevés qu'en avril 1995.

- L'augmentation des recettes budgétaires résulte surtout d'une hausse de $0.7 milliard des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers, imputable en bonne partie au calendrier de perception de l'impôt visant l'année d'imposition 1995. La date de déclaration pour l'année d'imposition 1995 était le 30 avril 1996 alors que, pour l'année d'imposition 1994, elle avait été fixée au 1er mai 1995.
- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de $0.3 milliard en avril 1996 par rapport à avril 1995. Par contre, les recettes nettes pour le mois accusent une baisse de $16 millions. Les recettes nettes sont à leur plus bas en avril de chaque année. Cela s'explique largement par le fait que la plupart des recettes de TPS sont échues à la fin de chaque mois mais ne sont habituellement déposées dans les comptes bancaires du gouvernement que dans les premiers jours du mois suivant. Pendant l'exercice, ces sommes sont déclarées au cours du mois pendant lequel elles sont perçues. Toutefois, les sommes versées pour le mois de mars, mais qui ne sont reçues qu'en avril, sont portées au crédit de l'exercice précédent, ce qui réduit le total des recettes d'avril. En outre, le crédit pour TPS destiné aux personnes à faible revenu est versé en avril, ce qui réduit davantage les recettes nettes pour ce mois.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de $0.1 milliard, traduisant la baisse des taux de cotisation et du maximum des gains cotisables.

Les dépenses de programmes ont fléchi de $0.1 milliard, ou 0.9 %. Les transferts aux autres administrations, de même que les dépenses consacrées aux sociétés d'État et à la défense, sont à la baisse. Ces réductions reflètent les mesures prises dans les budgets antérieurs. L'augmentation des prestations aux personnes âgées et des prestations d'assurance-emploi, des autres transferts et de toutes les autres dépenses ministérielles (sauf les dépenses de défense) a toutefois eu un effet modérateur. À l'exception de l'augmentation des prestations aux personnes âgées (en raison de l'accroissement du nombre de personnes admissibles et de la moyenne des prestations mensuelles), la hausse constatée à l'égard des autres composantes traduit surtout des facteurs liés au calendrier des paiements qui devraient avoir un effet contraire au cours des prochains mois.

Les frais de la dette publique ont diminué de $0.1 milliard, ou 3 %, en avril 1996 par rapport à avril 1995. Cette baisse traduit l'incidence des taux d'intérêt réduits observés depuis avril 1995. La faiblesse de la croissance économique et de l'inflation, de même que les compressions opérées par toutes les administrations, exercent une pression à la baisse sur les taux, surtout sur les taux d'intérêt à court terme.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	6,588	7,653
Dépenses de programmes	-8,045	-7,971
Solde de fonctionnement	-1,457	-318
Frais de la dette publique	-3,855	-3,741
Déficit	-5,312	-4,059
Opérations non budgétaires	-255	-328
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-5,567	-4,387
Opérations de change	-4,553	-1,334
Besoins financiers	-10,120	-5,721
Opérations de la dette non échue	8,732	-921

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Impôts sur le revenu		
Impôt sur le revenu des particuliers	3,830	4,528
Impôt des sociétés	503	550
Autres recettes d'impôt sur le revenu	158	126
Total des recettes d'impôt sur le revenu	4,491	5,204
Cotisations d'assurance-emploi	1,602	1,488
Taxes et droits d'accise		
Taxe sur les produits et services	-347	-16
Droits de douane à l'importation	174	94
Taxes de vente et d'accise	346	375
Total des taxes et droits d'accise	173	453
Total des recettes fiscales	6,266	7,145
Recettes non fiscales	322	508
Total des recettes budgétaires	6,588	7,653

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Paiements de transfert aux :		
Particuliers		
Prestations aux personnes âgées	1,655	1,705
Prestations d'assurance-emploi	1,137	1,283
Autres	112	109
Total	2,904	3,097
Autres administrations		
Transfert canadien en matière de santé et de programme sociaux	1,621	1,254
Transferts fiscaux	1,002	977
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-167
Total	2,460	2,064
Autres		
Agriculture	9	
Indiens et Inuit	644	693
Développement régional		
Sciences et technologie	52	50
Aide internationale	93	82
Autres	225	290
Total	1,023	1,115
Total des transferts	6,387	6,276
Paiements aux sociétés d'État	489	399
Dépenses de fonctionnement et en capital		
Défense	398	392
Toutes autres dépenses ministérielles	771	904
Total	1,169	1,296
Total des dépenses de programmes	8,045	7,971
Frais de la dette publique	3,855	3,741
Total des dépenses budgétaires	11,900	11,712

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	18	58
Autres	-354	-37
Total	-336	21
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	557	532
Comptes de pension de retraite	-143	-163
Autres	37	-72
Total	451	297
Autres opérations	-370	-646
Total des opérations non budgétaires	-255	-328

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Opérations de change		
Réserves nettes de liquidités internationales	-3,092	-1,906
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-1,461	572
Total	-4,553	-1,334
Opérations de la dette non échue		
Obligations négociables	3,050	2,800
Obligations d'épargne du Canada	-452	-270
Bons du Trésor	6,000	-3,600
Autres	-1,462	571
Total partiel	7,136	-499
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	135	150
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	1,461	-572
Total partiel	1,596	-422
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	8,732	-921

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 30 avril	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	537	1,896
En devises étrangères	173	20
Total de l'encaisse	710	1,916
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	228,690	255,565
Obligations d'épargne du Canada	31,035	31,158
Bons du Trésor	170,450	162,500
Autres	3,487	3,477
Total partiel	433,662	452,700
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	855	802
Total	432,807	451,898
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	7,793	9,501
Effets et prêts	0	611
Bons du Canada	7,585	6,947
Total partiel	15,378	17,059
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	448,185	468,957

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de mai 1996

Déficit en baisse de $0.5 milliard en mai 1996

Le déficit pour mai 1996 était évalué à $0.6 milliard, en baisse de $0.5 milliard par rapport à mai 1995.

- La baisse du déficit d'une année sur l'autre était surtout imputable à une diminution des dépenses de programmes.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 5.3 %, ou $0.5 milliard.
  - À l'exception des paiements aux sociétés d'État, toutes les principales composantes des dépenses de programmes accusent une baisse en mai 1996 comparativement à mai 1995. La baisse d'une année sur l'autre reflète l'incidence des mesures de réduction prises dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995. La hausse des paiements aux sociétés d'État traduit surtout le calendrier des paiements à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et à la Société Radio-Canada.
- Les recettes budgétaires ont légèrement augmenté en mai 1996 par rapport à mai 1995 (en hausse de 0.1 %). Cette hausse relativement fiable des recettes, par rapport aux mois précédents, était surtout attribuable au calendrier de déclaration des revenus des particuliers. Ainsi qu'indiqué dans *La revue financière* d'avril 1996, la date de déclaration pour l'année d'imposition 1995 était le 30 avril 1996 alors que, pour l'année d'imposition 1994, elle avait été fixée au 1er mai 1995. En conséquence, l'impôt versé au moment de la soumission des déclarations de revenus a été plus élevé en avril 1996 qu'en avril 1995, alors que l'impôt versé en mai 1996 a été inférieur au montant perçu pendant la période correspondante de 1995. Pendant ces deux mois (avril et mai 1996), l'impôt versé au moment de la soumission des déclarations de revenus était plus élevé qu'à la même période de l'année dernière.
- Pour un deuxième mois de suite, les frais de la dette publique sont en baisse d'une année sur l'autre en raison du repli des taux d'intérêt constaté depuis avril 1995.

Déficit d'avril et de mai 1996 en baisse de $1.7 milliard

Pour les deux premiers mois de l'exercice, le déficit, à $4.6 milliards, était en baisse de $1.7 milliard par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $1.1 milliard, ou 6.0 %, d'une année sur l'autre. Cette augmentation traduit la forte progression des rentrées d'impôt sur le revenu (de 7.0 %, ou $0.8 milliard) et la hausse des taxes et droits d'accise (de 7.2 %). Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué (de 7.2 %) en raison de la baisse des taux de cotisation en 1996 et de la réduction du seuil des gains assurables servant de base au calcul des cotisations.
- Les dépenses de programmes ont fléchi de $0.5 milliard, ou 3.2 %, toutes les principales composantes, à l'exception des transferts aux particuliers, affichant une baisse. Ce recul des dépenses de programmes reflète avant tout l'incidence des mesures de réduction prises dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de $0.1 milliard, ou 1.8 %, en raison de la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme. La hausse modérée des salaires, la faiblesse continue de l'inflation et les restrictions financières appliquées par les administrations fédérale et provinciales ont favorisé le recul des taux d'intérêt.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Mai		Avril à mai	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11,409	11,424	17,997	19,076
Dépenses de programmes	-8,600	-8,147	-16,646	-16,118
Solde de fonctionnement	2,809	3,277	1,351	2,958
Frais de la dette publique	-3,882	-3,859	-7,737	-7,600
Déficit	-1,073	-582	-6,386	-4,642
Opérations non budgétaires	725	661	470	335
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-348	79	-5,916	-4,307
Opérations de change	2,382	954	-2,171	-380
Besoins financiers	2,034	1,033	-8,087	-4,687
Opérations de la dette non échue	1,048	42	9,780	-880

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Mai		Avril à mai	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	5,680	5,612	9,510	10,140
Impôt des sociétés	1,009	1,097	1,513	1,647
Autres	87	145	245	270
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6,776	6,854	11,268	12,057
Cotisations d'assurance-emploi	1,641	1,521	3,243	3,010
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1,601	1,664	1,254	1,648
Droits de douane à l'importation	228	170	402	264
Taxes de vente et d'accise	748	795	1,093	1,171
Total des taxes et droits d'accise	2,577	2,629	2,749	3,083
Total des recettes fiscales	10,994	11,004	17,260	18,150
Recettes non fiscales	415	420	737	926
Total des recettes budgétaires	11,409	11,424	17,997	19,076

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Mai		Avril à mai	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1,735	1,800	3,390	3,505
Prestations d'assurance-emploi	1,188	1,129	2,325	2,412
Autres	120	116	232	225
Total	3,043	3,045	5,947	6,142
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1,555	1,254	3,174	2,508
Transferts fiscaux	551	772	1,553	1,749
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-169	-326	-336
Total	1,943	1,857	4,401	3,921
Autres				
Agriculture	14	51	23	51
Indiens et Inuit	254	196	899	890
Développement régional	–	–	–	–
Sciences et technologie	78	32	131	83
Aide internationale	83	77	176	159
Autres	519	434	744	724
Total	948	790	1,973	1,907
Total des transferts	5,934	5,692	12,321	11,970
Paiements aux sociétés d'État	247	308	735	707
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	837	638	1,235	1,030
Toutes autres dépenses ministérielles	1,582	1,509	2,355	2,411
Total	2,419	2,147	3,590	3,441
Total des dépenses de programmes	8,600	8,147	16,646	16,118
Frais de la dette publique	3,882	3,859	7,737	7,600
Total des dépenses budgétaires	12,482	12,006	24,383	23,718

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Mai		Avril à mai	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-65	-26	-47	32
Autres	3	-72	-351	-110
Total	-62	-98	-398	-78
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	740	754	1,296	1,286
Comptes de pension de retraite	-170	-209	-313	-371
Autres	-24	17	14	-53
Total	546	562	997	862
Autres opérations	241	197	-129	-449
Total des opérations non budgétaires	725	661	470	335

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Mai		Avril à mai	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	4,247	905	1,155	-1,001
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-1,865	49	-3,326	621
Total	2,382	954	-2,171	-380
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	3,565	500	6,615	3,300
Obligations d'épargne du Canada	-430	-286	-882	-556
Bons du Trésor	-2,250	-300	3,750	-3,900
Autres	-1,866	48	-3,328	619
Total partiel	-981	-38	6,155	-537
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	164	129	299	278
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	1,865	-49	3,326	-621
Total partiel	2,029	80	3,625	-343
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	1,048	42	9,780	-880

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 31 mai	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3,563	2,981
En devises étrangères	24	6
Total de l'encaisse	3,587	2,987
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	232,255	256,065
Obligations d'épargne du Canada	30,504	30,872
Bons du Trésor	168,200	162,200
Autres	3,486	3,476
Total partiel	434,445	452,613
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	692	672
Total	433,753	451,941
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	7,875	9,501
Effets et prêts	0	922
Bons du Canada	5,720	6,996
Total partiel	13,595	17,419
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	447,348	469,360

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1996

Déficit en baisse de $1.9 milliard en juin 1996

Le déficit pour juin 1996 était évalué à $0.7 milliard, en baisse de $1.9 milliard par rapport à juin 1995.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation (de 7.7 %) des recettes budgétaires et à la baisse des dépenses de programmes (de 11.1 %) et des frais de la dette publique (de 3.1 %).

Déficit en baisse de $3.7 milliards d'avril à juin 1996

Pour la période de trois mois (avril à juin), le déficit s'est établi à $5.3 milliards, en baisse de $3.7 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de $1.9 milliard (de 6.6 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance des impôts sur le revenu (de 9.6 %), des recettes au titre des taxes et des droits d'accise (de 5.1 %) et des recettes non fiscales (de 26 %), tempérée par la baisse (de 7.1 %) des cotisations d'assurance-emploi.
- Les dépenses de programmes ont diminué de $1.5 milliard (de 6.0 %), traduisant surtout l'effet des mesures de compression instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de $0.3 milliard (de 2.2 %). Cela traduit la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme. Les compressions financières opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé la diminution des taux d'intérêt.

Près de la moitié de l'amélioration d'une année sur l'autre enregistrée au cours des trois premiers mois de l'exercice 1996-97 est attribuable à des facteurs propres au premier trimestre. Par conséquent, il est impossible d'extrapoler à partir des données dont nous disposons jusqu'à maintenant pour calculer l'évolution du déficit pour l'année. Par contre, une fois ces facteurs ponctuels comptabilisés comme il se doit, les résultats enregistrés jusqu'à maintenant concordent avec les prévisions budgétaires de mars 1996, qui faisaient état d'un déficit de $24.3 milliards en 1996-97, soit 3 % du PIB. Au début de l'automne, le ministre des Finances présentera une évaluation de la situation économique actuelle et de son incidence sur le déficit prévu pour 1996-97.

La revue financière

Tableau 1

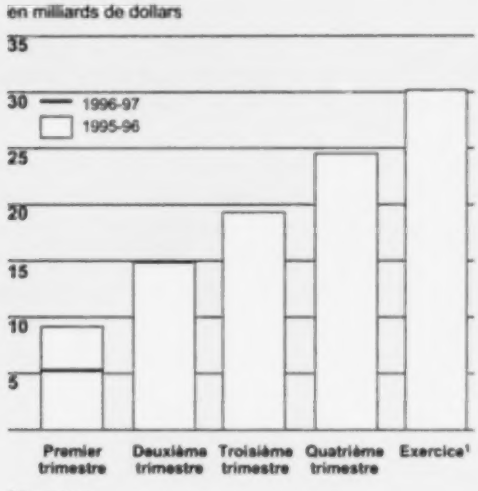
État sommaire des opérations

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10,402	11,200	28,399	30,276
Dépenses de programmes	-9,010	-8,009	-25,657	- 24,127
Excédent de fonctionnement	1,392	3,191	2,742	6,149
Frais de la dette publique	-3,963	-3,844	-11,699	-11,444
Déficit/excédent	-2,571	-653	-8,957	- 5,295
Opérations non budgétaires	-2,246	-1,692	-1,776	-1,366
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	- 6,661
Opérations de change	1,544	1,196	-627	815
Total des besoins financiers	-3,273	-1,149	-11,360	-5,846
Opérations de la dette non échue	1,981	552	11,761	-328

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Le déficit fédéral 1995-96 et 1996-97

Cumul annuel



¹ Estimation

Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et juin 1996 ont augmenté de $1.9 milliard (de 6.6 %). Cette hausse est largement attribuable aux rentrées d'impôt sur le revenu, en hausse de $1.7 milliard. La baisse des cotisations d'assurance-emploi a été tempérée par l'augmentation des autres composantes de recettes. Par contre, de cette hausse des recettes, une fraction de $1.2 milliard est attribuable à des facteurs particuliers à la période d'avril à juin. Par conséquent, on ne prévoit pas que la hausse des recettes se maintiendra à ce rythme durant le reste de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de $1.6 milliard (de 11.2 %). Près de la moitié de cette augmentation est imputable à la hausse des impôts versés lors de la production des déclarations de l'année d'imposition 1995, déduction faite des remboursements. L'échéance de production des déclarations de revenus des particuliers est en général le 30 avril. Les impôts reçus au cours de cette période influent donc sur les résultats financiers pour le premier trimestre.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Juin		Avril à juin		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	4,793	5,759	14,303	15,899	11.2
Impôt des sociétés	1,216	1,118	2,728	2,765	1.4
Autres	97	114	342	385	12.6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6,106	6,991	17,373	19,049	9.6
Cotisations d'assurance-emploi	1,684	1,566	4,927	4,575	-7.1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1,337	1,208	2,592	2,856	10.2
Droits de douane à l'importation	240	216	642	480	-25.2
Taxes de vente et d'accise	605	675	1,698	1,846	8.7
Total des taxes et droits d'accise	2,182	2,098	4,932	5,182	5.1
Total des recettes fiscales	9,972	10,655	27,232	28,806	5.8
Recettes non fiscales	430	545	1,167	1,470	26.0
Total des recettes budgétaires	10,402	11,200	28,399	30,276	6.6

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés accusent une légère hausse, alors que la progression soutenue des acomptes provisionnels a presque été annulée par une augmentation des remboursements.

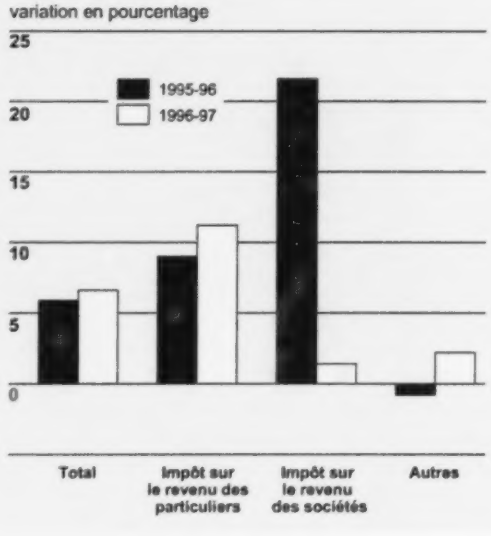
Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de $0.4 milliard en raison d'une baisse des taux de cotisation en 1996 et de la réduction des gains cotisables servant au calcul des cotisations, qui a pris effet en janvier 1996.

Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de $0.1 milliard :

- Les recettes nettes de TPS ont grimpé de 10.2 % (ou $0.3 milliard) d'une année sur l'autre. La totalité de cette augmentation est survenue en avril, ce qui ne dénote pas tant une hausse des recettes de TPS en avril 1996 que la faiblesse anormale de ces recettes en avril 1995. D'une année sur l'autre, les recettes nettes de TPS ont été inférieures en mai et en juin, signe de la morosité touchant le secteur de la vente au détail.

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à juin



- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 25.2 %, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Le produit des autres taxes et droits d'accise a grimpé de 8.7 %, traduisant en partie la hausse des taxes sur le transport aérien; à compter d'avril 1996, ces sommes sont incluses dans les recettes budgétaires, au lieu d'être appliquées en réduction des dépenses des programmes, comme c'était le cas lors des années précédentes.

Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et juin 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de $1.8 milliard (de 4.8 %). Cette baisse est imputable à la diminution des frais de la dette publique et à la réduction des dépenses des programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de $0.3 milliard (de 2.2 %), ce qui traduit la baisse des taux d'intérêt, surtout des taux à court terme. Les restrictions financières touchant le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et le maintien d'une faible inflation ont fourni les conditions nécessaires à cette baisse des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes accusent une baisse de $1.5 milliard (de 6.0 %) pour la période d'avril à juin 1996 par rapport à la même période en 1995-96. Cette baisse traduit principalement l'effet des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral. Cependant, la baisse trimestrielle enregistrée d'une année sur l'autre pourrait conduire à une surestimation des réductions prévues des dépenses de programmes pour l'ensemble de l'exercice, en raison du calendrier de mise en application des mesures de restriction, en particulier celles qui touchent les transferts aux autres paliers de gouvernement.

La variation en pourcentage des transferts en espèces aux autres paliers de gouvernement (de -18.4 %) d'une année sur l'autre pourrait conduire à une surestimation des réductions prévues pour l'ensemble de l'exercice. Cela s'explique par le mode de réduction appliqué par le passé pour les transferts à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique au titre du Régime d'assistance publique du Canada. En 1995-96, le gouvernement fédéral a continué d'acquitter le montant des droits à ces provinces dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, à concurrence du plafond annuel de ces transferts, qui n'a été atteint que vers la fin de l'exercice. Par contre, dans le cadre du TCSPS, les provinces reçoivent des versements mensuels égaux.

Pour ce qui est des autres principales composantes des dépenses des programmes, les transferts aux particuliers ont baissé de 2.6 % au cours du premier trimestre de 1996-97, la hausse des transferts aux personnes âgées étant plus que compensée par la baisse des transferts de prestations d'assurance-emploi et de pensions et allocations d'ancien combattant. Il y a eu aussi un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense, ce qui est une conséquence des mesures de réduction des dépenses. Il y a eu par ailleurs une hausse légère de toutes les autres dépenses des ministères, en raison du calendrier des paiements.

Dépenses budgétaires
1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à juin

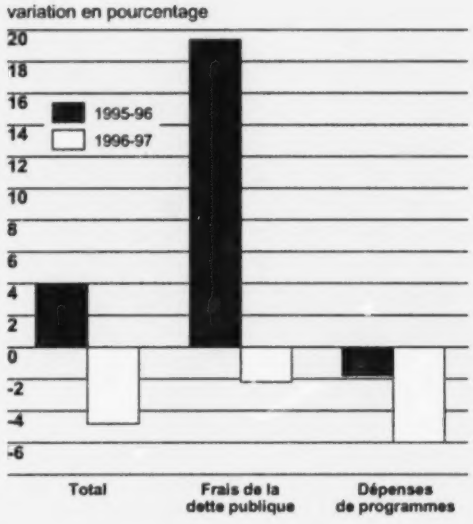


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Juin		Avril à juin		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1,745	1,791	5,135	5,296	2.5
Prestations d'assurance-emploi	958	853	3,283	13,265	-9.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	119	111	351	335	-3.6
Total	2,822	2,755	8,769	8,896	-2.6
Autres administrations					
Transfert canadiens en matière de santé et de programmes sociaux	1,861	1,254	5,033	3,762	-25.3
Transferts fiscaux	1,103	872	2,656	2,621	-1.3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-169	-488	-505	3.5
Total	2,801	1,957	7,201	5,877	-18.4
Autres					
Subventions à l'agriculture	6	15	30	66	120.0
Programmes des Indiens et des Inuit	255	277	1,154	1,167	1.1
Développement régional	15	17	31	37	20.9
Sciences et technologie	75	97	205	180	-12.2
Aide internationale	100	115	276	274	-0.7
Autres	469	383	1,197	1,088	-9.0
Total	920	905	2,893	2,813	-2.8
Total des transferts	6,543	5,618	18,863	17,587	-6.8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	82	65	354	298	-15.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	163	177	429	451	5.0
Autres	99	103	289	303	1.8
Total	345	345	1,081	1,052	-2.7
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	809	734	2,044	1,764	-13.7
Toutes les autres dépenses ministérielles	1,313	1,312	3,669	3,724	1.5
Total	2,122	2,046	5,713	5,488	-3.9
Total des dépenses de programmes	9,010	8,009	25,657	24,127	-6.0
Frais de la dette publique	3,963	3,844	11,699	11,444	-2.2
Total des dépenses budgétaires	12,973	11,853	37,356	35,571	-4.8

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-2,571	-653	-8,957	-5,295
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	111	113	64	164
Autres	-179	-118	-529	-227
Total	-68	15	-465	-63
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	21	-139	1,318	1,147
Comptes de pension de retraite	2,339	2,476	2,026	2,105
Autres	-19	13	-6	-40
Total	2,341	2,350	3,338	3,212
Autres opérations	-4,519	-4,057	-4,649	-4,515
Total des opérations non budgétaires	-2,246	-1,692	-1,776	-1,366
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	-6,661

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	- 6,661
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-91	-1,448	1,064	446
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	1,635	-252	-1,691	369
Total	1,544	-1,196	-627	815
Total des besoins financiers / Source de fonds	-3,273	-1,149	-11,360	-5,846
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	3,953	3,828	10,568	7,128
Obligations d'épargne du Canada	-384	245	-1,266	-801
Bons du Trésor	-3	-3,700	3,747	-7,600
Autres	-90	273	-3,418	891
Total partiel	3,476	156	9,631	-382
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	140	144	439	423
Opérations de la dette non échue payable en devises	-1,635	252	1,691	-369
Total partiel	-1,495	396	2,130	54
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	1,981	552	11,761	-382
Variation de l'encaisse	-1,292	-597	401	-6,174

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 juin

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2,289	2,358
En devises	5	23
Total de l'encaisse	2,294	2,381
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	234,155	259,893
Obligations d'épargne du Canada	30,120	30,627
Bons du Trésor	168,197	158,500
Autres	3,814	4,000
Total partiel	436,286	453,020
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	552	527
Total	435,734	452,493
Payable en devises		
Obligations négociables	9,929	9,501
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	5,302	6,744
Total partiel	15,231	17,166
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	450,965	469,659

Diminution des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice, parce que leur calcul prend en compte les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, les placements et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

Les opérations non budgétaires se sont soldées, d'avril à juin 1996, par un besoin net de fonds de $1.4 milliard comparativement à un besoin net de $1.8 milliard pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à $6.7 milliards en 1996-97, en baisse de $4.1 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les trois premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par une source nette de fonds de 0.8 milliard, comparativement à des besoins nets de $0.6 milliard en 1995-96.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change non comprises, s'est chiffré à $5.8 milliards en 1996-97, en baisse de $5.5 milliards par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des trois premiers mois de 1996-97, le gouvernement a réduit ses emprunts auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue) de $0.4 milliard, comparativement à de nouveaux emprunts de $11.8 milliards pendant la même période en 1995-96.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur intrants, des réductions et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, d'après la loi, versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	Avril à mars 1995-96	Avril à juin 1996-97
	(en millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29,564	30,516	32,652	36,715	36,600	8,041
Moins :						
Remboursements	11,330	12,138	14,271	17,112	18,458	4,463
Crédit trimestriel versé aux personnes à faible revenu	2,262	2,503	2,685	2,816	2,842	722
Recettes nettes de TPS	15,168	14,868	15,696	16,787	15,299	2,855
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129		
Gains tirés de la liquidation de participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			500	
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.2	
Produits pour le CSRD	15,190	15,050	15,786	16,916	15,799	2,855

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Pour toute demande de copies supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également disponible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de juillet 1996

Déficit en baisse de $0.5 milliard en juillet 1996

Le déficit pour juillet 1996 était évalué à $1.2 milliard, en baisse de $0.5 milliard par rapport à juillet 1995.

- La baisse du déficit d'une année sur l'autre était surtout imputable à une augmentation des recettes.
- Les recettes budgétaires ont augmenté de $0.5 milliard, ou 5.2 %.
  - Les recettes au titre de l'impôt des sociétés et de la taxe sur les produits et services, de même que les recettes non fiscales, ont augmenté.
  - Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été moins élevées qu'en juillet 1995, surtout en raison du calendrier de perception.
- Les dépenses de programmes et les frais de la dette publique sont demeurés presque inchangés, d'une année sur l'autre.
- Les transferts aux autres administrations, les paiements aux sociétés d'État et les frais de défense sont les dépenses de programmes qui affichent une baisse, laquelle a été compensée par l'augmentation des dépenses ministérielles de fonctionnement et en capital non liées à la défense, de certaines subventions et d'autres paiements de transfert. La hausse des dépenses de programme est attribuable au calendrier des paiements et ne reflète pas les résultats finaux pour l'ensemble de l'exercice.
- Les frais de la dette publique ont légèrement fléchi en juillet 1996 en raison du repli des taux d'intérêt constaté depuis avril 1995.

Déficit d'avril à juillet 1996 en baisse de $4.2 milliards

Pour les quatre premiers mois de l'exercice, le déficit, à $6.5 milliards, était en baisse de $4.2 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont grimpé de $2.4 milliards, ou 6.2 %, d'une année sur l'autre. Cette augmentation traduit la forte progression des rentrées d'impôt sur le revenu (de 7.7 %, ou $1.8 milliard) et la hausse des taxes et droits d'accise (de 7.7 %) et des recettes non fiscales (de 34.5 %). Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué (de 7.1 %) en raison de la baisse des taux de cotisation en 1996 et de l'abaissement de l'assiette des gains à laquelle s'appliquent les taux de cotisation.
- Les dépenses de programmes ont fléchi de $1.5 milliard, ou 4.2 %. Ce recul reflète avant tout l'effet des mesures de réduction prises dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de $0.3 milliard, ou 1.7 %, en raison de la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme. Les compressions opérées par les administrations fédérale et provinciales ainsi que la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé le recul des taux d'intérêt.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Juillet		Avril à juillet	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10,581	11,129	38,980	41,405
Dépenses de programmes	-8,245	-8,288	-33,902	-32,415
Solde de fonctionnement	2,336	2,841	5,078	8,990
Frais de la dette publique	-4,007	-3,996	-15,706	-15,440
Déficit	-1,671	-1,155	-10,628	-6,450
Opérations non budgétaires	1,860	1,835	86	469
Besoins financiers (opérations de change exclues)	189	680	-10,542	-5,981
Opérations de change	-1,580	317	-2,206	1,133
Besoins financiers	-1,391	997	-12,748	-4,848
Opérations de la dette non échue	2,243	1,367	14,003	1,037

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Juillet		Avril à juillet	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	5,269	5,105	19,572	21,004
Impôt des sociétés	1,092	1,400	3,820	4,165
Autres	162	176	504	561
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6,523	6,681	23,896	25,730
Cotisations d'assurance-emploi	1,706	1,587	6,634	6,162
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1,150	1,262	3,742	4,118
Droits de douane à l'importation	223	202	865	682
Taxes de vente et d'accise	615	810	2,314	2,656
Total des taxes et droits d'accise	1,987	2,274	6,921	7,456
Total des recettes fiscales	10,217	10,542	37,451	39,348
Recettes non fiscales	364	587	1,529	2,057
Total des recettes budgétaires	10,581	11,129	38,980	41,405

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Juillet		Avril à juillet	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1,749	1,760	6,884	7,056
Prestations d'assurance-emploi	905	916	4,188	4,181
Autres	110	116	470	451
Total	2,773	2,792	11,542	11,688
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1,608	1,254	6,641	5,016
Transferts fiscaux	798	881	3,454	3,502
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-169	-651	-674
Total	2,243	1,966	9,444	7,844
Autres				
Agriculture	26	116	55	182
Indiens et Inuit	242	274	1,396	1,440
Développement régional	17	24	48	62
Sciences et technologie	51	43	356	222
Aide internationale	93	166	370	440
Autres	305	415	1,502	1,503
Total	734	939	3,627	3,749
Total des transferts	5,750	5,695	24,613	23,281
Paiements aux sociétés d'État	337	295	1,418	1,347
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	785	742	2,828	2,505
Toutes autres dépenses ministérielles	1,373	1,556	5,043	5,282
Total	2,158	2,298	7,871	7,787
Total des dépenses de programmes	8,245	8,288	33,902	32,415
Frais de la dette publique	4,007	3,996	15,706	15,440
Total des dépenses budgétaires	12,252	12,284	49,608	47,855

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Juillet		Avril à juillet	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	392	387	456	551
Autres	-70	-23	-599	-250
Total	322	364	-143	301
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-476	-506	842	641
Comptes de pension de retraite	-167	-174	1,858	1,930
Autres	-5	51	-9	11
Total	-648	-629	2,691	2,582
Autres opérations	2,186	2,100	-2,462	-2,414
Total des opérations non budgétaires	1,860	1,835	86	469

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Juillet		Avril à juillet	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-3,349	118	-2,285	565
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	1,769	199	79	568
Total	-1,580	317	-2,206	1,133
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	7,068	5,400	17,637	12,528
Obligations d'épargne du Canada	-285	-252	-1,551	-1,053
Bons du Trésor	-3,248	-4,300	499	-11,900
Autres	352	564	-3,066	1,455
Total partiel	3,887	1,412	13,519	1,030
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	125	154	563	575
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-1,769	-199	-79	-568
Total partiel	-1,644	-45	484	7
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	2,243	1,367	14,003	1,037

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 30 juin	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3,125	4,731
En devises étrangères	21	6
Total de l'encaisse	3,146	4,734
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	239,355	265,293
Obligations d'épargne du Canada	29,835	30,375
Bons du Trésor	164,949	154,200
Autres	4,265	4,365
Total partiel	438,404	454,233
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	428	375
Total	437,976	453,858
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	11,797	9,501
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	5,203	6,943
Total partiel	17,000	17,365
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	454,976	471,223

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'août 1996

Déficit en baisse de 1,2 milliard de dollars en août 1996

Le déficit pour août 1996 était évalué à 1,9 milliard de dollars, en baisse de 1,2 milliard de dollars par rapport à août 1995.

- La baisse du déficit d'une année sur l'autre était surtout imputable à une diminution des dépenses de programmes.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 1,0 milliard de dollars, ou 10,7 p. 100.
  - Ce recul des dépenses de programmes traduit surtout l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars, d'une année sur l'autre, sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt observée depuis avril 1995.
- Les recettes budgétaires sont demeurées presque inchangées en août 1996 par rapport à août 1995, puisque la hausse des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés a été largement compensée par une baisse des recettes au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).
  - La baisse des recettes au titre de la TPS, d'une année sur l'autre, est attribuable au calendrier de perception, puisque certaines sommes échues à la fin du mois ont été versées au début de septembre. En vertu de la législation régissant la TPS, certaines remises mensuelles sont échues le dernier jour du mois. Si ce jour coïncide avec une fin de semaine ou un congé férié, la remise n'est exigible que le premier jour ouvrable du mois suivant. Ces modalités de perception ne devraient pas affecter le montant des recettes pour l'ensemble de l'exercice, puisque des ajustements sont apportés en fin d'exercice afin de tenir compte des écarts attribuables au calendrier de perception.

Déficit d'avril à août 1996 en baisse de 5,4 milliards de dollars

Pour les cinq premiers mois de l'exercice, le déficit, à 8,3 milliards de dollars, était en baisse de 5,4 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont grimpé de 2,4 milliards de dollars, ou 4,8 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette augmentation traduit la forte progression des rentrées d'impôt sur le revenu (de 8,6 p. 100, ou 2,5 milliards de dollars) et la progression des recettes non fiscales (de 26,0 p. 100, ou 0,5 milliard de dollars). Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué (de 6,8 p. 100) en raison de la baisse des taux de cotisation en 1996 et de l'abaissement de l'assiette des gains à laquelle s'appliquent les taux de cotisation. Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,7 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars. La baisse des recettes au titre de la TPS, en raison du calendrier de perception d'août 1996, et des droits de douane à l'importation a plus que compensé la hausse des autres taxes et droits d'accise.
- Les dépenses de programmes ont fléchi de 2,5 milliards de dollars, ou 5,7 p. 100. Ce recul reflète avant tout l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars, ou 2,6 p. 100, en raison de la baisse des taux d'intérêt, surtout des taux à court terme. Les compressions opérées par toutes les administrations et la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé le recul des taux d'intérêt.

L'amélioration enregistrée à ce jour est attribuable en partie à des facteurs propres au premier trimestre de 1996-97 et à la façon dont certaines compressions sont mises en œuvre. Par conséquent, il est impossible d'extrapoler à partir des données dont nous disposons jusqu'à maintenant pour calculer l'évolution du déficit pour l'année. Toutefois, les résultats enregistrés jusqu'à maintenant indiquent que l'objectif de déficit pour 1996-97 sera atteint.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Août		Avril à août	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 046	9 992	49 026	51 398
Dépenses de programmes	-9 169	-8 187	-43 070	-40 602
Solde de fonctionnement	877	1 805	5 956	10 796
Frais de la dette publique	-3 935	-3 688	-19 641	-19 128
Déficit	-3 058	-1 883	-13 685	-8 332
Opérations non budgétaires	925	1 257	1 011	1 728
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 133	-626	-12 674	-6 604
Opérations de change	-3 289	446	-5 496	1 579
Besoins financiers	-5 422	-180	-18 170	-5 025
Opérations de la dette non échue	5 110	-317	19 113	720

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Août		Avril à août	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	4 044	4 573	23 616	25 577
Impôt des sociétés	759	873	4 579	5 038
Autres	137	136	640	697
Total des recettes d'impôt sur le revenu	4 940	5 582	28 835	31 312
Cotisations d'assurance-emploi	1 703	1 609	8 336	7 771
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1 945	1 323	5 687	5 441
Droits de douane à l'importation	288	223	1 154	905
Taxes de vente et d'accise	662	743	2 975	3 399
Total des taxes et droits d'accise	2 895	2 289	9 816	9 745
Total des recettes fiscales	9 538	9 480	46 987	48 828
Recettes non fiscales	508	512	2 039	2 570
Total des recettes budgétaires	10 046	9 992	49 026	51 398

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Août		Avril à août	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1 752	1 784	8 637	8 839
Prestations d'assurance-emploi	1 040	941	5 228	5 122
Autres	118	112	588	563
Total	2 910	2 837	14 453	14 524
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux[1]	1 890	1 254	8 530	6 270
Transferts fiscaux	743	830	4 197	4 332
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-169	-814	-844
Total	2 470	1 915	11 913	9 758
Autres				
Agriculture	20	61	75	243
Indiens et Inuit	233	233	1 631	1 574
Développement régional	43	36	105	127
Sciences et technologie	132	130	389	352
Aide internationale	135	111	505	511
Autres	573	146	2 059	1 618
Total	1 136	717	4 764	4 465
Total des transferts	6 516	5 469	31 130	28 747
Paiements aux sociétés d'État	310	308	1 727	1 655
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	839	849	3 667	3 355
Toutes autres dépenses ministérielles	1 504	1 561	6 546	6 845
Total	2 343	2 410	10 213	10 200
Total des dépenses de programmes	9 169	8 187	43 070	40 602
Frais de la dette publique	3 935	3 688	19 641	19 128
Total des dépenses budgétaires	13 104	11 875	62 711	59 730

[1] Étant donné la manière dont le transfert en espèces est calculé pour le mois, la baisse actuelle n'indique pas le résultat pour l'exercice entier.

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Août		Avril à août	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-120	58	336	609
Autres	-2	1	-602	-249
Total	-122	59	-266	360
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-150	-305	692	336
Comptes de pension de retraite	-130	-209	1 729	1 721
Autres	25	56	16	69
Total	-255	-458	2 437	2 126
Autres opérations	1 302	1 656	-1 160	-758
Total des opérations non budgétaires	925	1 257	1 011	1 728

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Août		Avril à août	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-2 687	556	-4 972	1 121
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	-602	-110	-524	458
Total	-3 289	446	-5 496	1 579
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	3 922	100	21 559	12 628
Obligations d'épargne du Canada	-297	-218	-1 847	-1 271
Bons du Trésor	1 351	-300	1 850	-12 200
Autres	-603	-111	-3 670	1 344
Total partiel	4 373	-529	17 892	501
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	135	102	697	677
Opérations de la dette non échue payables en devises étrangères	602	110	524	-458
Total partiel	737	212	1 221	219
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	5 110	-317	19 113	720

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 31 août	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 692	4 207
En devises étrangères	142	31
Total de l'encaisse	2 834	4 238
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	243 383	265 393
Obligations d'épargne du Canada	29 539	30 157
Bons du Trésor	166 300	153 900
Autres	4 264	4 364
Total partiel	443 486	453 814
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	296	357
Total	443 190	453 457
Payable en devises étrangères		
Obligations négociables	11 796	9 514
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	4 601	6 834
Total partiel	16 397	17 269
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	459 587	470 726

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1996

Excédent de 1,3 millliard de dollars enregistré en septembre 1996

Un excédent de 1,3 milliard de dollars a été enregistré en septembre 1996, à la suite d'un déficit de 1,0 milliard de dollars en septembre 1995, ce qui représente une amélioration de 2,3 milliards de dollars au chapitre de la situation financière fédérale.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation de 1,5 milliard de dollars (13 p. 100) des recettes, à la baisse de 0,6 milliard de dollars (6,5 p. 100) des dépenses de programmes, et à la baisse de 0,2 milliard de dollars (6 p. 100) des frais de la dette publique.
- Plus de la moitié de l'excédent enregistré en septembre 1996 était imputable au calendrier des rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS). Les rentrées de la TPS en août 1996 ont été moins vigoureuses, des sommes à verser en fin de mois ayant été acquittées au début de septembre et comptabilisées dans les résultats de septembre 1996.

Déficit en baisse de 7,7 milliards de dollars entre avril et septembre 1996

Pour la période de six mois (comprise entre avril et septembre), le déficit s'est établi à 7,0 milliards de dollars, en baisse de 7,7 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,4 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance de l'impôt sur le revenu (9,1 p. 100), des recettes au titre des taxes et droits d'accise (7,8 p. 100) et des recettes non fiscales (11,8 p. 100), tempérée par la baisse des cotisations d'assurance-emploi (6,4 p. 100)
- Les dépenses de programmes ont diminué de 3,0 milliards de dollars (5,8 p. 100), principalement à cause des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de 0,7 milliard de dollars (3,2 p. 100), traduisant ainsi la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions budgétaires effectuées par les gouvernements fédéral et provinciaux et la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé la diminution des taux d'intérêt.

Comme il est indiqué dans *La mise à jour économique et financière*, les résultats enregistrés à ce jour surestiment la baisse prévue du déficit pour l'ensemble de l'année. Près de la moitié (3,5 milliards de dollars) de la réduction du déficit d'une année sur l'autre est attribuable à des facteurs spéciaux, dont certains seront inversés d'ici la fin de l'exercice. Les résultats obtenus jusqu'à présent révèlent néanmoins que l'objectif du déficit pour 1996-97, soit 24,3 milliards de dollars, sera atteint et peut-être dépassé.

Tableau 1

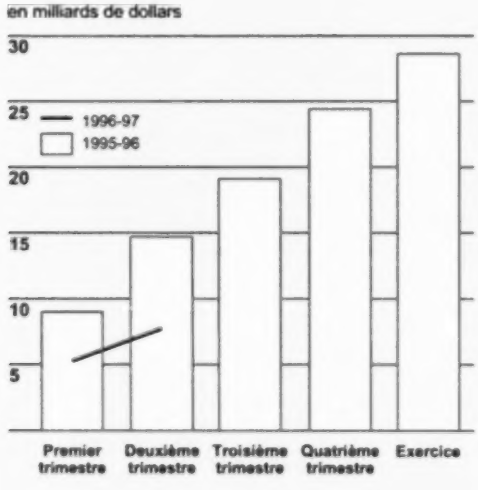
État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 657	13 176	60 683	64 574
Dépenses de programmes	-8 780	-8 213	-51 849	-48 815
Excédent de fonctionnement	2 877	4 963	8 834	15 759
Frais de la dette publique	-3 869	-3 635	-23 511	-22 763
Déficit/excédent	-992	1 328	-14 677	-7 004
Opérations non budgétaires	1 152	1 029	2 163	2 755
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249
Opérations de change	2 263	-999	-3 233	580
Total des besoins financiers	2 423	1 358	-15 747	-3 669
Opérations de la dette non échue	2 033	-1 370	21 145	-650

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Le déficit fédéral
1995-96 et 1996-97

Cumul annuel



Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et septembre 1996 ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,4 p. 100) en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu (8,3 p. 100), des taxes et droits d'accise (7,8 p. 100) et des recettes non fiscales (11,8 p. 100). Par contre, les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 6,4 p. 100. Cependant, la moitié de la hausse des recettes est attribuable aux facteurs spéciaux décrits ci-dessous, qui surestiment la tendance sous-jacente des recettes budgétaires.

La moitié environ de l'augmentation des rentrées de l'impôt des particuliers est attribuable à la hausse des impôts versés à la date de production des déclarations de l'année d'imposition 1995, déduction faite des remboursements. L'échéance de production des déclarations de revenus des particuliers est en général le 30 avril. Les impôts reçus au cours de cette période influent donc sur les résultats financiers du premier trimestre. Par contre, les retenues au titre du revenu d'emploi, qui ont augmenté d'environ 2 p. 100 par rapport à l'an dernier, suivent de près l'évolution du revenu d'emploi et du travail.

Tableau 2

Recettes budgétaires

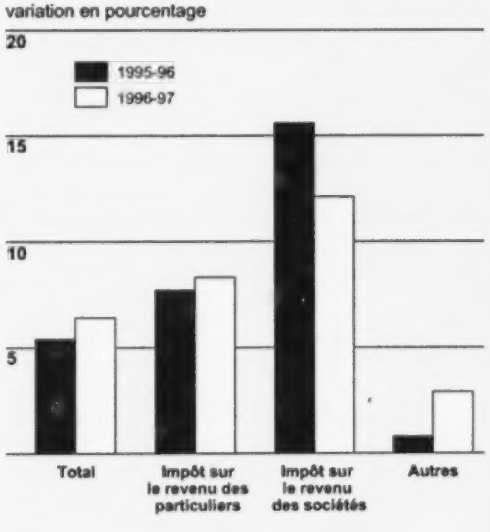
	Septembre		Avril à septembre		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 328	6 866	29 944	32 443	8.3
Impôt des sociétés	857	1 059	5 436	6 096	12.1
Autres	117	187	924	1 081	17.0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 302	8 112	36 304	39 620	9.1
Cotisations d'assurance-emploi	1 696	1 616	10 033	9 387	-6.4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 096	1 982	6 784	7 423	9.4
Droits de douane à l'importation	274	240	1 427	1 145	-19.7
Taxes de vente et d'accise	602	753	3 410	3 954	16.0
Total des taxes et droits d'accise	1 972	2 975	11 621	12 522	7.8
Total des recettes fiscales	10 970	12 703	57 958	61 529	6.2
Recettes non fiscales	687	473	2 725	3 045	11.8
Total des recettes budgétaires	11 657	13 176	60 683	64 574	6.4

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont sensiblement plus élevées que l'an dernier. Cette situation est toutefois principalement attribuable à la procédure de versement imposée aux sociétés et du niveau inférieur des bénéfices des sociétés par rapport à l'an dernier. Les acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés sont fondés sur l'impôt à payer pour l'exercice précédent ou sur l'estimation de l'impôt de l'exercice en cours, avec redressement à la date de production, c'est-à-dire à la fin de l'exercice. En 1995-96, les acomptes provisionnels mensuels se fondaient sur l'impôt à payer en 1994, tandis que les acomptes actuels sont fondés sur l'impôt à payer en 1995. L'impôt à payer au titre de 1995 a largement dépassé celui de 1994 et il intervient pour l'augmentation d'une année sur l'autre des acomptes versés jusqu'à ce jour. Tel qu'indiqué dans La mise à jour économique et financière, les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés pour l'ensemble de l'année ne devraient que légèrement dépasser celles de la fin de l'exercice 1995-96.

Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars en raison d'une baisse des taux de cotisation en 1996 et de la réduction, depuis janvier 1996, des gains cotisables servant à calculer les cotisations.

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre



Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de 0,9 milliard de dollars :

- Les recettes nettes de TPS ont grimpé de 0,6 milliard de dollars (9,4 p. 100) d'une année sur l'autre. La majeure partie de cette augmentation est survenue en avril 1996, ce qui ne dénote pas tant une hausse des recettes de TPS en avril 1996 que la faiblesse anormale de ces recettes en avril 1995. La faiblesse sous-jacente des recettes nettes de TPS découle de celle des ventes au détail.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 19,7 p. 100, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (16.0 p. 100). Environ les deux tiers de cette hausse sont attribuables à la reclassification de la taxe sur le transport aérien qui, depuis avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires au lieu d'être appliquées en réduction des dépenses de programmes, comme c'était le cas lors des années précédentes. Même si cette reclassification influe sur les recettes budgétaires et sur les dépenses de programmes, elle n'a pas d'incidence sur le déficit.

Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (11,8 p. 100). Cette hausse est en grande partie attribuable à la prise en compte de la deuxième tranche des recettes de seigneuriage rattachées au lancement de la pièce de 2 $. La première tranche avait été comptabilisée au dernier trimestre de 1995-96.

Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et septembre 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 3,8 milliards de dollars (5,0 p. 100). Cette baisse est attribuable à la diminution des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de 0,7 milliard de dollars (3,2 p. 100), traduisant la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions financières des gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien d'un faible taux d'inflation sont les conditions qui ont entraîné cette baisse des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes ont accusé une baisse de 3,0 milliards de dollars (5,9 p. 100) entre avril et septembre 1996 comparativement à la même période en 1995-96. Cette hausse est en majeure partie imputable à des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral, qui influent sur toutes les principales composantes des dépenses de programmes. Cependant, certains autres facteurs ont une incidence sur la baisse enregistrée d'une année sur l'autre.

Cette situation vise tout particulièrement la diminution des transferts aux autres paliers de gouvernement. Dans le budget de février 1994, les droits des provinces au chapitre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour 1995-96 ont été bloqués au niveau de 1994-95. Par conséquent, les versements mensuels effectués en 1995-96 ont été concentrés au premier semestre de l'année, des sommes ayant été versées jusqu'à l'atteinte des plafonds imposés aux provinces. Comme il a été annoncé dans le budget de 1995, à compter de 1996-97, le RAPC et le financement des programmes établis (FPE) sont remplacés par une nouvelle subvention globale appelée Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS); la portion espèces de ce transfert est versée sous forme de mensualités égales. Les variations d'une année sur l'autre sont donc fonction non seulement des compressions, mais aussi du mode d'application des transferts mensuels aux provinces. Environ le tiers de la baisse des transferts à d'autres paliers de gouvernement observée jusqu'à présent est attribuable à ces facteurs liés au calendrier des rentrées de recettes, facteurs qui seront inversés au cours des prochains mois.

Dépenses budgétaires
1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre

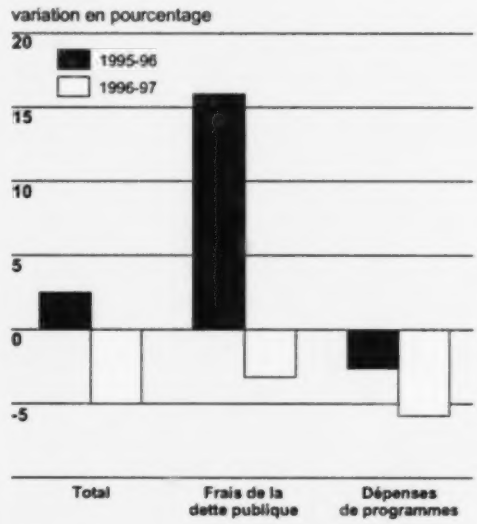


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 751	1 825	10 388	10 664	2.7
Prestations d'assurance-emploi	880	826	6 107	5 948	-2.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	117	113	705	676	-4.1
Total	2 748	2 764	17 200	17 288	0.5
Autres administrations					
Transfert canadiens en matière de santé et de programmes sociaux	1 630	1 254	10 159	7 524	-25.9
Transferts fiscaux	837	804	5 034	5 136	2.0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-164	-169	-978	-1 013	3.6
Total	2 303	1 889	14 215	11 647	-18.1
Autres					
Subventions à l'agriculture	110	68	185	311	68.1
Programmes des Indiens et des Inuit	253	290	1 884	1 865	-1.0
Développement régional	40	28	145	155	6.9
Sciences et technologie	74	41	463	393	-15.1
Aide internationale	184	126	689	677	-1.7
Autres	402	457	2 461	2 075	-15.7
Total	1 063	1 010	5 827	5 476	-6.0
Total des transferts	6 114	5 663	37 242	34 411	-7.6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	90	64	613	504	-17.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	152	886	874	-1.3
Autres	116	72	609	566	-7.1
Total	381	288	2 108	1 944	-7.8
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	820	768	4 487	4 123	-8.1
Toutes les autres dépenses ministérielles	1 465	1 494	8 012	8 337	4.1
Total	2 285	2 262	12 499	12 460	-0.3
Total des dépenses de programmes	8 780	8 213	51 849	48 815	-5.9
Frais de la dette publique	3 869	3 635	23 511	22 763	-3.2
Total des dépenses budgétaires	12 649	11 848	75 360	71 578	-5.0

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-992	1 328	-14 677	-7 004
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-159	148	177	758
Autres	744	-84	143	-334
Total	585	64	320	424
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	172	484	864	819
Comptes de pension de retraite	2 393	2 562	4 122	4 283
Autres	90	20	105	88
Total	2 655	3 066	5 091	5 190
Autres opérations	-2 088	-2 101	-3 248	-2 859
Total des opérations non budgétaires	1 152	1 029	2 163	2 755
Besoins financiers (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	2 394	-791	-2 578	330
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	-131	-208	-655	250
Total	2 263	-999	-3 233	580
Total des besoins financiers / Source de fonds	2 423	1 358	-15 747	-3 669
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	1 100	950	22 659	13 578
Obligations d'épargne du Canada	-265	-206	-2 113	-1 477
Bons du Trésor	1 400	-1 700	3 250	-13 900
Autres	-461	-735	-4 131	609
Total partiel	1 774	-1 691	19 665	-1 190
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	128	113	825	790
Opérations de la dette non échue payable en devises	131	208	655	-250
Total partiel	259	321	1 480	540
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	2 033	-1 370	21 145	-650
Variation de l'encaisse	4 456	-12	5 398	-4 319

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 septembre

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	7 115	4 207
En devises	176	19
Total de l'encaisse	7 291	4 226
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	244 483	266 343
Obligations d'épargne du Canada	29 273	29 951
Bons du Trésor	167 700	152 200
Autres	3 934	3 837
Total partiel	445 390	452 331
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	169	244
Total	445 221	452 087
Payable en devises		
Obligations négociables	11 797	9 514
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	4 469	6 625
Total partiel	16 266	17 060
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	461 487	469 147

L'augmentation de toutes les autres dépenses des ministères est entièrement attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien. En 1995-96, cette taxe a été appliquée en réduction des dépenses de programmes, tandis qu'en 1996-97 elle est prise en compte dans les recettes budgétaires. Si l'on tenait compte de cette reclassification, cette composante enregistrerait une baisse d'une année sur l'autre.

Parmi les autres composantes importantes des dépenses de programmes, notons que les transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 p. 100 au cours des six premiers mois de 1996-97, la hausse des transferts aux personnes âgées liée à l'augmentation du nombre de personnes âgées et à la hausse des prestations moyennes ayant largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi et des pensions et allocations d'ancien combattant. La compression des dépenses a également entraîné un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense.

Baisse des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice parce qu'ils englobent également les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

D'avril à septembre 1996, les opérations non budgétaires se sont soldées par une source nette de fonds de 2,8 milliards de dollars comparativement à une source nette de 2,2 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à 4,3 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 8,3 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les six premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par une source nette de fonds de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un besoin net de fonds de 3,2 milliards de dollars à la même période, l'an dernier.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change incluses, s'est chiffré à 3,7 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 12,1 milliards de dollars par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des six premiers mois de 1996-97, le gouvernement a entièrement satisfait à ses besoins en effectuant un prélèvement sur son encaisse (baisse de 4,3 milliards de dollars). En outre, il a réduit ses emprunts auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue) de 0,7 milliard de dollars, comparativement à de nouveaux emprunts de 21,1 milliards de dollars pendant la même période en 1995-96.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde du Compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, éventuellement, à rembourser la dette. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel versé aux personnes à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Gains tirés de la liquidation de participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95, et 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également disponible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Novembre 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'octobre 1996

Déficit en baisse de 2,4 milliards de dollars en octobre 1996

Le déficit pour octobre 1996 était évalué à 0,5 milliard de dollars, en baisse de 2,4 milliards de dollars par rapport à octobre 1995. Cette diminution d'une année sur l'autre traduit principalement l'augmentation des recettes budgétaires (hausse de 2,0 milliards de dollars). Les dépenses de programmes ont diminué de 0,5 milliard de dollars.

- La majeure partie de l'augmentation des recettes budgétaires est attribuable au produit brut (1,5 milliard de dollars) de la vente du Système de navigation aérienne à NAVCAN, ainsi que l'avait annoncé le budget de 1995. Les répercussions sur le budget de 1996-97 seront moindres une fois qu'on tiendra compte des coûts nets de la transaction. Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés ont accusé une forte hausse, tandis que celles perçues dans le cas de l'impôt sur le revenu des particuliers, ont été relativement faibles en raison du décalage des rentrées de fonds d'octobre à novembre 1996. Les recettes de la taxe sur les produits et services ont régressé, d'une année sur l'autre, l'augmentation des remboursements ayant neutralisé la croissance des sommes brutes perçues. La reclassification de la taxe sur le transport aérien qui, depuis avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires plutôt que dans les dépenses de programmes, intervient pour la plus grande partie de la progression des autres taxes et droits d'accise.
- La baisse des dépenses de programmes découle principalement des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique n'ont presque pas changé par rapport à octobre 1995, l'effet de l'abaissement des taux d'intérêt ayant été largement neutralisé par des rajustements se rapportant aux mois précédents.

Déficit d'avril 1996 à octobre 1996 en baisse de 10,1 milliards de dollars

Entre avril et octobre, le déficit s'est fixé à 7,5 milliards de dollars, en baisse de 10,1 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, soit de 8,3 p. 100 d'une année sur l'autre. Cette augmentation des sommes perçues découle de la forte croissance de l'impôt sur le revenu (hausse de 8,9 p. 100 ou 3,7 milliards de dollars), de l'augmentation des taxes de vente et d'accise (hausse de 6,9 p. 100 ou 1,0 milliard de dollars) et d'une augmentation des recettes non fiscales (hausse de 61,1 p. 100 ou 1,9 milliard de dollars), traduisant surtout le produit ponctuel de la vente d'actifs. Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué (6,2 p. 100) en raison de la baisse des taux de cotisation en 1996 et de l'abaissement de l'assiette des gains à laquelle s'appliquent les taux de cotisation.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 3,5 milliards de dollars (5,7 p. 100) en raison surtout des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont régressé de 0,8 milliard de dollars, c'est-à-dire de 2,8 p. 100, à cause de la chute des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les mesures d'austérité instaurées par le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'un taux d'inflation qui demeure bas, constituaient les conditions nécessaires à une baisse des taux d'intérêt.

Les résultats obtenus jusqu'à présent ne peuvent servir à prédire le déficit global de l'année; l'amélioration enregistrée à ce jour est attribuable en partie aux résultats du premier trimestre de 1996-97 et à la façon de mettre en oeuvre des compressions et ventes d'actifs. Cependant, les résultats du déficit indiquent clairement que l'objectif de déficit pour 1996-97 sera atteint et peut être dépassé.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Octobre		Avril à octobre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 104	12 080	70 787	76 654
Dépenses de programmes	-9 197	-8 746	-61 046	-57 561
Solde de fonctionnement	907	3 334	9 741	19 093
Frais de la dette publique	-3 848	-3 830	-27 359	-26 593
Déficit	-2 941	-496	-17 618	-7 500
Opérations non budgétaires	1 349	344	3 511	3 102
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 592	-152	-14 107	-4 398
Opérations de change	3 201	-1 457	623	-1 127
Besoins financiers	1 609	-1 609	-13 484	-5 525
Opérations de la dette non échue	585	45	21 074	-355

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Octobre		Avril à octobre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôts sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	4 721	4 782	34 665	37 225
Impôt des sociétés	832	1 191	6 268	7 287
Autres	155	143	1 078	1 225
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5 708	6 116	42 011	45 737
Cotisations d'assurance-emploi	1 673	1 594	11 706	10 981
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1 471	1 409	8 255	8 832
Droits de douane à l'importation	257	264	1 684	1 408
Taxes de vente et d'accise	605	721	4 016	4 677
Total des taxes et droits d'accise	2 333	2 394	13 955	14 917
Total des recettes fiscales	9 714	10 104	67 672	71 635
Recettes non fiscales	390	1 976	3 115	5 019
Total des recettes budgétaires	10 104	12 080	70 787	76 654

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Octobre		Avril à octobre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert aux :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1 770	1 811	12 158	12 476
Prestations d'assurance-emploi	938	971	7 045	6 919
Autres	112	118	817	794
Total	2 820	2 900	20 020	20 189
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux[1]	1 958	1 267	12 116	8 791
Transferts fiscaux	949	783	5 983	5 919
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-167	-1 141	-1 180
Total	2 744	1 883	16 958	13 530
Autres				
Agriculture	13	69	197	380
Indiens et Inuit	242	239	2 222	2 222
Développement régional	51	43	196	198
Sciences et technologie	180	130	643	523
Aide internationale	155	147	844	825
Autres	435	419	2 800	2 375
Total	1 076	1 047	6 902	6 523
Total des transferts	6 640	5 830	43 880	40 242
Paiements aux sociétés d'État	611	380	2 719	2 323
Dépenses de fonctionnement et en capital				
Défense	841	755	5 327	4 879
Toutes autres dépenses ministérielles	1 105	1 781	9 120	10 117
Total	1 946	2 536	14 447	14 996
Total des dépenses de programmes	9 197	8 746	61 046	57 561
Frais de la dette publique	3 848	3 830	27 359	26 593
Total des dépenses budgétaires	13 045	12 576	88 405	84 154

[1] Étant donné la manière dont le transfert en espèces est calculé pour le mois, la baisse actuelle n'indique pas le résultat pour l'exercice entier.

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Octobre		Avril à octobre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	75	3	252	760
Autres	884	40	1 027	-293
Total	959	43	1 279	467
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	494	152	1 358	971
Comptes de pension de retraite	-178	-137	3 943	4 146
Autres	-138	50	-33	140
Total	178	65	5 268	5 257
Autres opérations	212	236	-3 306	-2 622
Total des opérations non budgétaires	1 349	344	3 511	3 102

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Octobre		Avril à octobre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	3 201	-1 457	623	-1 127
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	1 548	1 775	24 206	15 353
Obligations d'épargne du Canada	-424	-345	-2 537	-1 822
Bons du Trésor		-2 400	3 250	-16 300
Autres	-577	952	-4 708	1 561
Total partiel	547	-18	20 211	-1 208
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	-38	63	863	853
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	585	45	21 074	-355

Remarque : La dette non échue payable en devises est maintenant comprise dans les «opérations de la dette non échue» et non dans les «opérations de change». Ceci est conforme au *Rapport financier annuel* pour l'exercice de 1995-96.

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 31 octobre	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	9 330	2 662
En devises	153	2
Total de l'encaisse	9 483	2 664
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	246 030	268 118
Obligations d'épargne du Canada	28 849	29 606
Bons du Trésor	167 700	149 800
Autres	3 548	3 471
Total partiel	446 127	450 995
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	131	181
Total	445 996	450 814
Payable en devises		
Obligations négociables	11 797	9 514
Effets et prêts	0	1 878
Bons du Canada	4 278	6 986
Total partiel	16 075	18 378
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	462 071	469 192

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Décembre 1996

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de novembre 1996

Déficit en baisse de 1,0 milliard de dollars en novembre 1996

Le déficit pour novembre 1996 était évalué à 0,6 milliard de dollars, en baisse de 1,0 milliard par rapport à novembre 1995. Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à la baisse de 0,6 milliard de dollars des dépenses de programmes et de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique, ainsi qu'à une hausse de 0,2 milliard de dollars des recettes budgétaires.

- La baisse des dépenses de programmes est imputable principalement aux compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Le fléchissement des frais de la dette publique traduit la baisse des taux d'intérêt.
- En ce qui a trait aux recettes budgétaires, la progression des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations d'assurance-emploi a été annulée en grande partie par la baisse des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS). La hausse des cotisations d'assurance-emploi s'explique par certaines circonstances particulières à novembre 1995 : en effet, les recouvrements effectués à même le compte d'assurance-emploi afin de compenser les paiements en trop pour l'année d'imposition 1994 avaient réduit les recettes nettes pour ce mois. Le recul des recettes de TPS vient pour sa part d'une baisse des recettes brutes et d'une hausse des remboursements. L'augmentation des recettes au titre des autres taxes et droits d'accise tient à la reclassification de la taxe sur le transport aérien, qui, depuis avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires au lieu d'être appliquée en réduction des dépenses de programmes.

Déficit en baisse de 11,1 milliards de dollars entre avril et novembre 1996

Pour la période d'avril à novembre, le déficit s'est établi à 8,1 milliards de dollars, en baisse de 11,1 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (7,4 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette augmentation traduit la forte progression de l'impôt sur le revenu (en hausse de 8,3 p. 100, ou 4,0 milliards de dollars), en raison surtout des montants plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers, versés au titre des déclarations pour l'année d'imposition de 1995, et du calendrier des rentrées de l'impôt sur le revenu des sociétés, ainsi que de l'augmentation des recettes non fiscales (en hausse de 1,9 milliard de dollars) – s'expliquant par la prise en compte du produit brut de la vente du Système de navigation aérienne. Les taxes et droits d'accise, y compris la TPS, ont connu une hausse de 3,3 p. 100, soit 0,5 milliard de dollars, à cause essentiellement de la reclassification de la taxe sur le transport aérien, qui est maintenant comptabilisée dans les recettes budgétaires. Les cotisations d'assurance-emploi sont en baisse (3,3 p. 100), du fait de la réduction des taux de cotisation en 1996 et de l'abaissement de l'assiette des gains cotisables servant au calcul des cotisations.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 4,1 milliards de dollars, soit 5,8 p. 100, principalement à cause des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995, mais également en raison de facteurs temporaires, notamment la façon dont certaines compressions sont mises en œuvre.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de 1,0 milliard de dollars (3,3 p. 100). Les compressions financières effectuées par les gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que la faiblesse soutenue de l'inflation, ont favorisé la diminution des taux d'intérêt.
- Il n'est pas possible d'extrapoler à partir des données dont nous disposons jusqu'à maintenant, en vue de calculer l'évolution du déficit pour l'exercice, car une part de l'amélioration enregistrée à ce jour est attribuable à des facteurs propres au premier trimestre de 1996-97 et à la façon dont certaines compressions sont appliquées. Toutefois, les résultats actuels indiquent que l'objectif de déficit pour 1996-97 sera atteint – le déficit pourrait même être inférieur à l'objectif fixé.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Novembre		Avril à novembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 828	11 002	81 616	87 656
Dépenses de programmes	-8 646	-8 056	-69 693	-65 617
Solde de fonctionnement	2 182	2 946	11 923	22 039
Frais de la dette publique	-3 824	-3 564	-31 182	-30 157
Déficit	-1 642	-618	-19 259	-8 118
Opérations non budgétaires	1 311	1 262	4 821	4 361
Besoins financiers (à l'exclusion des opérations de change)	-331	644	-14 438	-3 757
Opérations de change	-791	-2 653	-168	-3 780
Besoins financiers	-1 122	-2 009	-14 606	-7 537
Opérations de la dette non échue	-187	3 019	20 889	2 665
Variation de l'encaisse	-1 309	1 010	6 283	-4 872

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] (+) indique une source de fonds; (-) indique un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Novembre		Avril à novembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôt sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	5 119	5 341	39 784	42 567
Impôt des sociétés	1 080	1 094	7 348	8 381
Autres	177	250	1 256	1 475
Total de l'impôt sur le revenu	6 376	6 685	48 388	52 423
Cotisations d'assurance-emploi	1 275	1 571	12 981	12 552
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1 926	1 415	10 180	10 247
Droits de douane à l'importation	234	254	1 919	1 663
Taxes d'accise et taxes de vente	607	680	4 622	5 356
Total des taxes et droits d'accise	2 767	2 349	16 721	17 266
Total des recettes fiscales	10 418	10 605	78 090	82 241
Recettes non fiscales	410	397	3 526	5 415
Total des recettes budgétaires	10 828	11 002	81 616	87 656

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Novembre		Avril à novembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert :				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1 772	1 852	13 930	14 328
Prestations d'assurance-emploi	980	746	8 025	7 665
Autres	113	111	929	905
Total	2 865	2 709	22 884	22 898
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 431	1 267	13 547	10 058
Transferts fiscaux	781	717	6 763	6 637
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-166	-1 304	-1 346
Total	2 049	1 818	19 006	15 349
Autres				
Prestations à l'agriculture	24	81	221	461
Indiens et Inuit	244	255	2 466	2 477
Développement régional	72	29	268	227
Sciences et technologie	86	64	729	587
Aide internationale	132	140	976	964
Autres	412	433	3 212	2 809
Total	970	1 002	7 872	7 525
Total des transferts	5 884	5 529	49 762	45 772
Paiements aux sociétés d'État	225	326	2 944	2 649
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital				
Défense	856	765	6 183	5 643
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 681	1 436	10 804	11 553
Total	2 537	2 201	16 987	17 196
Total des dépenses de programmes	8 646	8 056	69 693	65 617
Frais de la dette publique	3 824	3 564	31 182	30 157
Total des dépenses budgétaires	12 470	11 620	100 875	95 774

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Novembre		Avril à Novembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, dotations en capital et avances				
Sociétés d'État	2 376	-64	2 628	696
Autres	-1 242	-110	-216	-404
Total	1 134	-174	2 412	292
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-1 151	-956	207	15
Comptes de pension de retraite	-162	-185	3 781	3 961
Autres	190	15	158	155
Total	-1 123	-1 126	4 146	4 131
Autres opérations	1 300	2 562	-1 737	-62
Total des opérations non budgétaires	1 311	1 262	4 821	4 361

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Novembre		Avril à novembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-791	-2 653	-168	-3 780
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	900	6 643	25 106	21 996
Obligations d'épargne du Canada	3 680	5 057	1 143	3 235
Bons du Trésor	-3 800	-7 800	-550	-24 100
Autres	379	427	-4 327	1 989
Total partiel	1 159	4 327	21 372	3 120
Moins :				
Dette non échue détenue par le gouvernement	-1 346	-1 308	-483	-455
Total des opérations de la dette non échue	-187	3 019	20 889	2 665

Remarque : La dette non échue payable en devises est maintenant comptabilisée dans les «opérations de la dette non échue» plutôt que dans les «opérations de change», ce qui est conforme au *Rapport financier annuel* de 1995-96.

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 30 novembre	
	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	7 205	3 659
En devises	971	15
Total de l'encaisse	8 176	3 674
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	247 630	272 018
Obligations d'épargne du Canada	32 529	34 663
Bons du Trésor	163 900	142 000
Autres	4 079	3 786
Total partiel	448 138	452 467
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	1 477	1 490
Total	446 661	450 977
Payable en devises		
Obligations négociables	11 097	12 257
Effets et prêts	0	2 079
Bons du Canada	4 127	6 897
Total partiel	15 224	21 233
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	461 885	472 210

This publication is also available in English

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1996

Excédent de 2,2 milliards de dollars enregistré en décembre 1996

Un excédent de 2,2 milliards de dollars a été enregistré en décembre 1996, comparativement à un excédent de 0,1 milliard de dollars en décembre 1995 :

- Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs liés aux calendriers, principalement celui des recettes, ce qui a entraîné une surestimation de l'amélioration de la situation financière en décembre 1996. Cette situation se rectifiera au cours du restant de l'exercice de 1996-97.

Déficit en baisse de 13,2 milliards de dollars entre avril et décembre 1996

Pour la période de neuf mois comprise entre avril et décembre, le déficit s'est établi à 5,9 milliards de dollars, en baisse de 13,2 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 7,3 milliards de dollars (7,7 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse est en grande partie attribuable à des facteurs spéciaux, qui ont pour effet de surestimer la tendance sous-jacente des recettes budgétaires.
- Les dépenses de programmes étaient en baisse de 4,5 milliards de dollars (5,8 p. 100), principalement sous l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de 1,4 milliard de dollars (4,0 p. 100), traduisant ainsi la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme.

Le déficit de 1996-97 devrait être inférieur d'au moins 5,3 milliards de dollars à l'objectif fixé

Des facteurs liés au calendrier des recettes et la façon dont certaines mesures de compression sont mises en oeuvre surestiment la diminution réelle du déficit. Ainsi, le déficit au cours des trois derniers mois de 1996-97 et de la période comptable de fin d'exercice devrait être plus élevé qu'au cours de la même période l'an dernier.

Comme l'indique le budget de 1997, le déficit pour l'ensemble de l'année est maintenant évalué à pas plus de 19,0 milliards de dollars, c'est-à-dire inférieur d'au moins 5,3 milliards de dollars à l'objectif fixé. L'objectif de 1996-97 était fondé sur des hypothèses de planification prudentes, appuyées par une réserve pour éventualités de 2,5 milliards de dollars : cette dernière ne peut servir qu'à couvrir les risques découlant d'imprévus et non à financer de nouvelles initiatives stratégiques. Les compressions budgétaires crédibles appliquées par le gouvernement fédéral et les provinces et la faible inflation soutenue ont instauré les conditions permettant une baisse des taux d'intérêt, qui ont atteint des niveaux bien inférieurs aux prévisions du budget de 1996. Par conséquent, les frais de la dette publique devraient accuser un recul de 2,3 milliards de dollars par rapport aux prévisions établies dans le budget de mars 1996. Si l'on ajoute à ce facteur le contrôle rigoureux exercé sur les dépenses de programmes, il ne serait donc pas nécessaire de recourir à la réserve pour éventualités en 1996-97, et ce, pour la troisième année consécutive.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

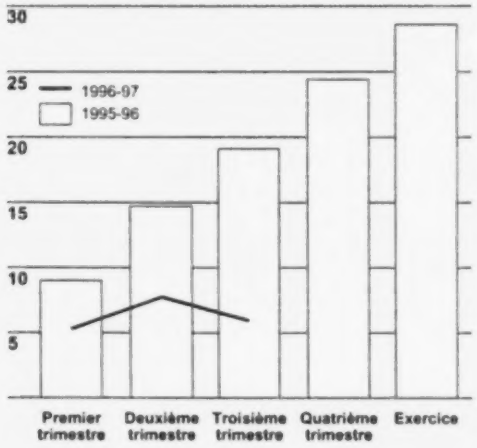
	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 946	14 173	94 562	101 830
Dépenses de programmes	-8 764	-8 344	-78 457	-73 961
Excédent de fonctionnement	4 182	5 829	16 105	27 869
Frais de la dette publique	-4 034	-3 638	-35 216	-33 795
Déficit/Excédent	148	2 191	-19 111	- 5 926
Opérations non budgétaires	-1 063	-1 369	3 758	2 994
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-915	822	-15 353	-2 932
Opérations de change	1 457	1 573	1 288	-2 206
Total des besoins financiers/source de fonds	542	2 395	-14 065	-5 138
Opérations de la dette non échue	-1 333	-914	19 555	1 751

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source nette de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin net de fonds.

Le déficit fédéral de 1995-96 et de 1996-97

Cumul annuel

en milliards de dollars



Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et décembre 1996 ont augmenté de 7,3 milliards de dollars (7,7 p. 100). Cependant, comme il est expliqué ci-après, environ 60 p. 100 de cette augmentation est attribuable à des facteurs spéciaux, qui ont pour effet de surestimer la tendance sous-jacente des recettes budgétaires et les répercussions sur le déficit pour l'ensemble de l'année.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (7 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à l'augmentation des impôts versés à la date de production des déclarations, déductions faites des remboursements, et des acomptes provisionnels trimestriels, qui ont progressé d'environ 20 p. 100. Par contre, les retenues au titre du revenu d'emploi, qui ont marqué une hausse d'environ 2 p. 100 par rapport à l'an dernier, suivent de près l'évolution des revenus et de l'emploi. Les impôts versés à la date de production au cours du présent exercice ont trait à l'année d'imposition 1995. La montée en flèche des acomptes provisionnels trimestriels est en grande partie attribuable au fait qu'en 1996, un plus grand nombre de contribuables ont dû effectuer des acomptes provisionnels sur leur revenu non assujetti à des retenues d'impôt par rapport à 1995. Encore une fois, cette situation découle en grande partie de l'impôt à payer en 1995 et pourrait se traduire par des perceptions plus faibles lorsque les particuliers produiront leurs déclarations de revenus de 1996.

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont largement supérieures à celles de l'an dernier. Cependant, cette hausse est en grande partie attribuable à des facteurs liés à la date de production des versements mensuels d'impôt des sociétés. Ces

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Décembre		Avril à décembre		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 681	7 146	46 465	49 713	7,0
Impôt des sociétés	1 411	1 478	8 760	9 859	12,5
Autres	148	253	1 404	1 728	23,1
Total de l'impôt sur le revenu	8 240	8 877	56 629	61 300	8,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 340	1 554	14 320	14 105	-1,5
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 463	2 113	11 643	12 360	6,2
Droits de douane à l'importation	261	211	2 179	1 874	-14,0
Autres taxes et droits d'accise	679	604	5 300	5 960	12,5
Total des taxes et des droits d'accise	2 403	2 928	19 122	20 194	5,6
Total des recettes fiscales	11 983	13 359	90 071	95 599	6,1
Recettes non fiscales	963	814	4 491	6 231	38,7
Total des recettes budgétaires	12 946	14 173	94 562	101 830	7,7

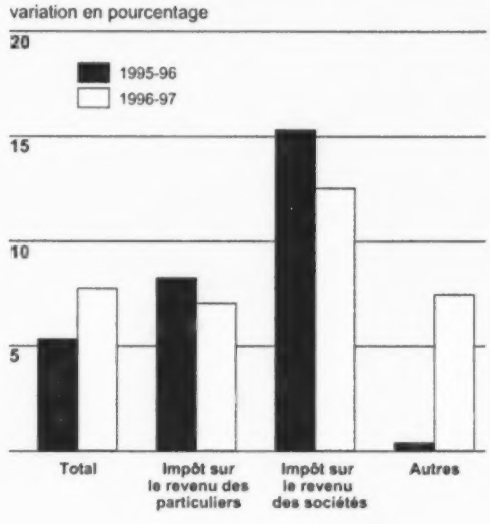
dernières doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt à payer pour l'exercice précédent ou de l'impôt estimatif à payer au cours de l'exercice. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour produire leurs déclarations de revenus et pour verser les soldes impayés. Par conséquent, plus de 30 p. 100 des sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont reçues au cours des mois de février et de mars. Les acomptes mensuels de 1995-96 étaient fondés sur l'impôt à payer en 1994. Toutefois, l'impôt à payer en 1995 a été sensiblement plus élevé que celui de 1994, de sorte que les acomptes provisionnels de 1995-96 ont largement sous-estimé l'impôt à payer pendant l'ensemble de l'année. Les sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars) de 1995-96 ont dépassé celles de la période de règlement de l'exercice précédent dans une proportion de 34 p. 100. Au cours du présent exercice, les acomptes provisionnels devraient davantage correspondre à l'impôt libératoire à payer, car les bénéfices enregistrés en 1996 n'ont que légèrement augmenté par rapport à 1995. En conséquence, les sommes perçues au cours de la période de règlement du présent exercice ne devraient pas être aussi importantes que celles enregistrées en 1995-96.

La diminution des cotisations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'abaissement des taux de cotisation et à la réduction des gains servant à calculer les cotisations.

Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de 1,1 milliard de dollars (5,6 p. 100) :

Recettes budgétaires
1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre



- La moitié de cette hausse est attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien qui, depuis le 1er avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires au lieu d'être appliquée en réduction des dépenses de

programmes. Même si cette reclassification influe sur les recettes budgétaires et sur les dépenses de programmes, elle n'a pas d'incidence sur le déficit budgétaire.

- Les recettes nettes de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (6,2 p. 100) d'une année sur l'autre. Plus de la moitié de cette hausse a été enregistrée en avril 1996, découlant de perceptions inhabituellement faibles en avril 1995 plutôt que de perceptions élevées en avril 1996. Le calendrier des rentrées est intervenu également pour une partie de l'augmentation, car les sommes perçues en décembre 1995 ont été amoindries par le report de certaines recettes en janvier 1996. Enfin, les remboursements ont été exceptionnellement faibles en décembre 1996. Compte tenu de la croissance des sommes brutes perçues, ils devraient augmenter au cours des prochains mois et réduire en conséquence les sommes nettes perçues. À l'exception des répercussions de ces facteurs, les sommes nettes perçues jusqu'à présent ont peu changé depuis l'an dernier.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 14 p. 100, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Exception faite de la taxe sur le transport aérien, les autres taxes et droits d'accise n'ont augmenté que de 2,5 p. 100.

L'augmentation des recettes non fiscales est largement compensée par la prise en compte de la deuxième tranche des recettes de seigneuriage rattachées au lancement de la pièce de deux dollars (la première tranche a été comptabilisée au dernier trimestre de 1995-96) et au produit de la vente du système de navigation aérienne.

Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et décembre 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 5,9 milliards de dollars (5,2 p. 100). Cette baisse est attribuable à la réduction des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de 1,4 milliard de dollars (4,0 p. 100), traduisant la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions financières des gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien d'un faible taux d'inflation représentent les facteurs qui ont entraîné cette baisse substantielle des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes ont accusé une baisse de 4,5 milliards de dollars (5,7 p. 100) entre avril et décembre 1996, comparativement à la même période en 1995-96, et ce, principalement à cause des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral, actions qui influent sur toutes les principales composantes des dépenses de programmes. Cependant, certains autres facteurs influencent la diminution enregistrée d'une année sur l'autre.

Cette situation vise tout particulièrement la diminution des transferts aux autres paliers de gouvernement. Dans le budget de février 1994, les droits des provinces au chapitre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour 1995-96 ont été bloqués au niveau de 1994-95. Par conséquent, les versements mensuels effectués en 1995-96 ont été concentrés dans les neuf premiers mois de l'année, des sommes ayant été versées jusqu'à l'atteinte des plafonds imposés aux provinces. Comme il a été annoncé dans le budget de 1995, à compter de 1996-97, le RAPC et le financement des programmes établis sont remplacés par une nouvelle subvention globale appelée Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS); la portion en espèces de ce transfert est versée sous forme de mensualités uniformes. Les variations d'une année sur l'autre sont donc fonction non seulement des compressions, mais aussi du mode d'application des transferts mensuels aux provinces. La totalité de la baisse au titre du TCSPS pour l'ensemble de l'exercice a déjà été comptabilisée dans les résultats financiers depuis le début de l'année. Le TCSPS pour le reste de l'exercice devrait correspondre aux versements de l'an dernier.

Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre

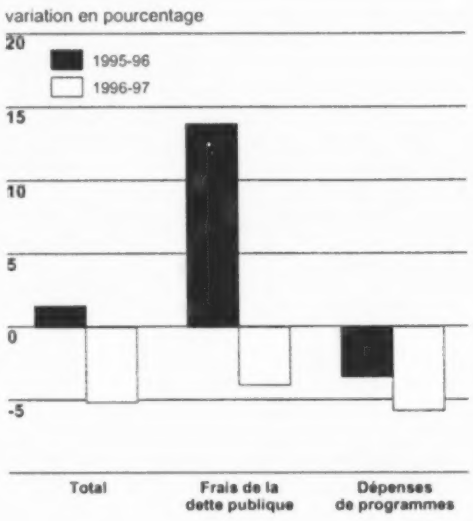


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Décembre		Avril à décembre		
	1995	1996	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 773	1 809	15 703	16 136	2,8
Prestations d'assurance-emploi	1 141	932	9 167	8 597	-6,2
Pensions et allocations aux anciens combattants	109	112	1 039	1 017	-2,1
Total	3 023	2 853	25 909	25 750	-0,6
Autres paliers de gouvernement					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 341	1 267	14 889	11 325	-23,9
Transferts fiscaux	804	725	7 568	7 362	-2,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-166	-1 467	-1 513	3,1
Total	1 982	1 826	20 990	17 174	-18,2
Autres					
Subventions à l'agriculture	109	100	330	561	70,0
Programmes des Indiens et des Inuit	273	289	2 739	2 766	1,0
Développement régional	54	73	322	300	-6,8
Sciences et technologie	179	181	908	768	-15,4
Aide internationale	114	143	1 091	1 108	1,6
Autres	467	466	3 679	3 275	-11,0
Total	1 196	1 252	9 069	8 778	-3,2
Total des transferts	6 201	5 931	55 968	51 702	-7,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	77	58	857	707	-17,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	201	173	1 393	1 359	-2,4
Autres	123	134	1 095	949	-13,4
Total	401	365	3 345	3 014	-9,9
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	747	810	6 931	6 453	-6,9
Toutes autres dépenses ministérielles	1 415	1 238	12 213	12 792	4,7
Total	2 162	2 048	19 144	19 245	0,5
Total des dépenses de programmes	8 764	8 344	78 457	73 961	-5,7
Frais de la dette publique	4 034	3 638	35 216	33 795	-4,0
Total des dépenses budgétaires	12 798	11 982	113 673	107 756	-5,2

Tableau 4

Déficit et besoins financiers

	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Déficit/excédent	148	2 191	-19 111	-5 926
Prêts, dotations en capital et avances				
Sociétés d'État	382	176	3 010	872
Autres	1	-7	-215	-411
Total	383	169	2 795	461
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-366	-428	-160	-413
Comptes de pension de retraite	2 440	2 635	6 222	6 596
Autres	-31	49	127	205
Total	2 043	2 256	6 189	6 388
Autres opérations	-3 489	-3 794	-5 226	-3 855
Total des opérations non budgétaires	-1 063	-1 369	3 758	2 994
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-915	822	-15 353	-2 932

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source (+) (opérations de change exclues)	-915	822	-15 353	-2 932
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	1 457	1 573	1 288	-2 206
Total des besoins financiers/Source de fonds	542	2 395	-14 065	-5 138
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	2 450	6 106	27 556	28 103
Obligations d'épargne du Canada	-171	-273	972	2 962
Bons du Trésor	-3 800	-6 800	-4 350	-30 900
Autres	-14	-60	-4 342	1 929
Total partiel	-1 535	-1 027	19 836	2 094
Moins :				
Dette non échue détenue par le gouvernement	202	113	-281	-343
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	-1 333	-914	19 555	1 751
Variation de l'encaisse	-791	1 481	5 490	-3 387

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 décembre

	1995	1996
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	6 405	5 151
En devises	981	4
Total de l'encaisse	7 386	5 155
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	250 080	278 125
Obligations d'épargne du Canada	32 359	34 390
Bons du Trésor	160 100	135 200
Autres	4 078	3 785
Total partiel	446 617	451 500
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	1 275	1 376
Total	445 342	450 124
Payable en devises		
Obligations négociables	11 097	12 257
Effets et prêts	0	2 079
Bons du Canada	4 115	6 839
Total partiel	15 212	21 175
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	0	0
Total de la dette non échue	460 554	471 299

L'augmentation de toutes les autres dépenses des ministères est entièrement attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien. En 1995-96, cette taxe a été appliquée en réduction des dépenses, tandis qu'en 1996-97, elle est prise en compte dans les recettes budgétaires. Si l'on tenait compte de cette reclassification, cette composante enregistrerait une baisse d'une année sur l'autre.

Parmi les autres composantes importantes des dépenses de programmes, notons que les transferts aux particuliers ont diminué de 0,6 p. 100 au cours des neuf premiers mois de 1996-97, parce que la hausse des transferts aux personnes âgées imputable à l'augmentation du nombre de personnes âgées et des prestations moyennes a été largement compensée par la baisse des prestations d'assurance-emploi et des pensions et allocations d'anciens combattants. La compression des dépenses a également entraîné un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense.

Baisse des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice parce qu'ils englobent également les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

D'avril à décembre 1996, les opérations non budgétaires se sont soldées par une source nette de fonds de 3,0 milliards de dollars, comparativement à une source nette de fonds de 3,8 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à 3,0 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1996-97, en baisse de 12,4 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par un besoin net de fonds de 2,2 milliards de dollars, comparativement à une source nette de fonds de 1,3 milliard de dollars à la même période, l'an dernier.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change incluses, s'est chiffré à 5,1 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 8,9 milliards de dollars par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des neuf premiers mois de 1996-97, le gouvernement a satisfait à ses besoins en prélevant 3,4 milliards de dollars sur son encaisse et en empruntant 1,8 milliard de dollars auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue). Pendant la même période en 1995-96, les emprunts nets nouveaux se sont élevés à 19,6 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette, sont versés directement au Compte. Le solde de ce compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, éventuellement, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et d'actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94, 1994-95 et 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également diffusé sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 1997